

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL NORD MIDI-PYRENEES**

Société coopérative à capital variable régie par les dispositions du livre du code Rural au capital de 93 631 680 Euros.

Siège social : 219 Avenue François Verdier 81000 Albi

444 953 830 R.C.S. Albi – NAF : 6419Z.

***Documents comptables annuels certifiés.*****A. — Comptes sociaux****I. — Bilan au 31 décembre 2025.**

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>335 997</b>	<b>404 674</b>
Caisse, banques centrales		93 015	80 663
Effets publics et valeurs assimilées	5	190 650	264 903
Créances sur les établissements de crédit	3	52 332	59 108
<b>Operations internes au Crédit agricole</b>	<b>3</b>	<b>3 941 756</b>	<b>3 230 437</b>
<b>Operations avec la clientèle</b>	<b>4</b>	<b>15 844 940</b>	<b>15 690 144</b>
<b>Operations sur titres</b>		<b>1 184 931</b>	<b>1 038 318</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	558 333	572 228
Actions et autres titres à revenu variable	5	626 598	466 090
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>1 746 882</b>	<b>1 662 744</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 502 627	1 472 425
Parts dans les entreprises liées	6-7	104 912	70 931
Immobilisations incorporelles	7	833	833
Immobilisations corporelles	7	138 510	118 555
<b>Capital souscrit non verse</b>			
<b>Actions propres</b>	<b>8</b>		
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>		<b>249 778</b>	<b>268 213</b>
Autres actifs	9	139 581	145 516
Comptes de régularisation	9	110 197	122 697
<b>Total actif</b>		<b>23 304 284</b>	<b>22 294 530</b>

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>218 549</b>	<b>106 208</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	218 549	106 208
<b>Operations internes au Crédit agricole</b>	<b>11</b>	<b>11 665 533</b>	<b>11 131 961</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>12</b>	<b>7 514 415</b>	<b>7 332 081</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>13</b>		
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>		<b>385 483</b>	<b>337 782</b>
Autres passifs	14	182 579	148 596
Comptes de régularisation	14	202 904	189 186
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>		<b>424 551</b>	<b>416 127</b>
Provisions	15-16-17	219 201	211 513
Dettes subordonnées	18	205 350	204 614
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>		<b>287 123</b>	<b>267 123</b>
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>19</b>	<b>2 808 630</b>	<b>2 703 248</b>
Capital souscrit		124 842	124 842
Primes d'émission		628 718	628 718
Réserves		1 937 287	1 844 407
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		117 783	105 281
<b>Total passif</b>		<b>23 304 284</b>	<b>22 294 530</b>

Hors-bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>		<b>1 479 175</b>	<b>1 316 073</b>
Engagements de financement	27	1 167 941	1 031 223
Engagements de garantie	27	310 814	284 721
Engagements sur titres	27	420	129
<b>Engagements reçus</b>		<b>4 385 919</b>	<b>4 285 072</b>
Engagements de financement	27	30 000	15 817
Engagements de garantie	27	4 333 499	4 269 126
Engagements sur titres	27	22 420	129

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en notes 24 et 25.

**II. — Compte de résultat au 31 décembre 2025.**

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés (1)	33	497 151	498 075
Intérêts et charges assimilées (1)	33	-370 448	-378 422
Revenus des titres à revenu variable	34	84 930	81 292
Commissions (produits) (1)	35	250 502	264 382
Commissions (charges) (1)	35	-26 977	-54 074
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	36	904	943
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	37	2 368	233
Autres produits d'exploitation bancaire	38	4 914	2 681
Autres charges d'exploitation bancaire	38	-2 478	-2 324
<b>Produit net bancaire</b>		<b>440 866</b>	<b>412 786</b>
Charges générales d'exploitation	39	-254 078	-251 054
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-17 776	-18 741
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>169 012</b>	<b>142 991</b>
Coût du risque	40	-2 330	9 309
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>166 682</b>	<b>152 300</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	41	5 948	922
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>172 630</b>	<b>153 222</b>
Résultat exceptionnel	42		
Impôts sur les bénéfices	43	-34 847	-22 941
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-20 000	-25 000
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>117 783</b>	<b>105 281</b>

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 24,5 millions d'euros et une charge de 31,3 millions d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ce reclassement a été effectué à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**III. — Annexes au compte annuels.****Note 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.**

**Note 1.1. Cadre juridique et financier.** — La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, 66 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 63,49 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 36,51%. Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

**Note 1.2. Relations internes au Crédit Agricole.**

**Mécanismes financiers internes.** — L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre Les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition. Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées »

**Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire.**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi

les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 [1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers. L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer réalement à toute mesure de résolution.

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à

hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.3. Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025.**

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2025.**

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

#### **FCT Crédit Agricole Habitat 2020**

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

#### **Avance consentie à la SAS Rue de La Boétie :**

Fin avril 2025, une avance a été consentie à la SAS Rue de la Boétie pour 16.6 M€. Cette avance a fait l'objet d'une capitalisation à hauteur de 11.8 M€ et d'un remboursement pour le solde soit 4.8 M€ en juin 2025.

#### **Renouvellement de la Convention d'intégration fiscale Groupe Crédit Agricole :**

Dans le cadre du renouvellement de la Convention d'intégration fiscale au niveau du Groupe Crédit Agricole, les Caisses Régionales sont amenées à prendre en charge une quote-part de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises réglée par le Groupe Crédit Agricole SA. A ce titre, la Caisse Régionale a comptabilisé une charge d'impôt sur les Sociétés complémentaire de 3.2 M€.

#### **IAS 19 – Engagements sociaux :**

Le taux Iboxx du 31 décembre 2025 s'établit à 3,96%. A partir de l'exercice 2025 et dans un souci d'efficacité opérationnelle, la Caisse Régionale retient désormais le taux Iboxx au 30 novembre 2025 (3,79%) afin de déterminer le montant actualisé de ses engagements sociaux. L'impact de la variation de l'indice est jugé non significatif au regard de la nature et de la maturité de ses engagements.

#### **Indemnités de Fin de Carrière (IFC) :**

La Caisse Régionale a réexaminé au cours de l'année 2025 la Convention d'assurance collective d'indemnités de fin de carrière conclue avec PREDICA en 2004.

A ce titre, au regard de sa position excédentaire (le montant du fonds excédait la dette actuarielle), la Caisse Régionale a décidé de demander auprès de PREDICA un remboursement d'Indemnités de Fin de Carrière représentant un montant de 7.1 M€ pour revenir à une situation équilibrée.

#### **Programme de rénovation de l'immobilier :**

Depuis 2022, la Caisse Régionale a lancé un vaste programme de rénovation / construction de ses 4 sites administratifs et de ses agences, répartis sur le territoire.

Suite à la mise en service d'une partie des bâtiments construits / rénovés, le poste immobilisations corporelles, au bilan actif de la Caisse Régionale, a augmenté de +20 M€ au 31/12/2025.

Par ailleurs, ces travaux ayant mis en évidence la présence d'amiante dans certains bâtiments, des travaux de désamiantage seront nécessaires. Conformément à la réglementation comptable applicable, les dépenses à engager ont été provisionnées à hauteur de 5.1 M€.

#### **Provision pour Risques Opérationnels (ROP) et en lien avec la Sécurité des Systèmes d'Information (SSI) :**

La méthodologie de détermination des provisions en lien avec les risques opérationnels et la sécurité des systèmes d'information a évolué sur l'exercice 2025.

Initialement basée sur une cartographie des risques et de scénarios de risques informatiques et informationnels, elle est, désormais, assise sur des critères objectifs (encours de crédit, nombre de clients...) propres à la Caisse Régionale et en lien avec ses historiques d'événements opérationnels.

Ainsi, au 31 décembre 2025, le stock de provisions ROP/SSI s'élève à 19.5 M€, après une reprise de provision réalisée sur l'exercice de 13.5 M€.

#### **Provision risque crédit sur la filière élevage bovin :**

Suite aux risques identifiés liés à la survenance de l'épidémie de Dermatozose Nodulaire Contagieuse impactant les élevages bovins, la Caisse Régionale a décidé de renforcer le provisionnement pour risques crédit sur cette filière, à hauteur de +12.3 M€.

**Titres SACAM International :**

Suite à l'augmentation de la valeur des titres SACAM International au 31/12/2025, la Caisse Régionale a procédé à une reprise des provisions antérieurement comptabilisées, à hauteur de 6.3 M€.

**Note 1.4 Evénements postérieurs à l'exercice 2025.**

Il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 décembre 2025.

**Note 2 – Principes et méthodes comptables.**

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1 <sup>ère</sup> application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025

Toutes les évolutions présentées ci-dessus n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers pris dans leur ensemble.

**Note 2.1. Créances et engagements par signature.** — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

**Créances saines.** — Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

— Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés :

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de Crédit attendue.



— La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL :

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non- couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

— Dégradation significative du risque de crédit :

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes

complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

### 1. Critère relatif.

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3 %.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à 1 an est inférieure à 0,3 %, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

### 2. Critère absolu.

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la qualité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

**Créances douteuses.** — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

— Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Traitement comptable des dépréciations :

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

**Passage en perte.** — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**Créances restructurées.** — Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problème d'insolvabilité ou de difficulté financière. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée

dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

**Note 2.2. Portefeuille Titres.** — Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

**Titres de placement.** — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

**Titres d'investissement.** — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

**Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme.**

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention. L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

**Prix de marché.** — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

**Dates d'enregistrement**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

**Reclassement de titres.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,

Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

**Note 2.3. Immobilisations.**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 45 ans
Second œuvre	8 à 20 ans
Installations techniques	5 à 20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

**Note 2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.** — Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**Note 2.5. Dettes représentées par un titre.** — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

**Note 2.6. Provisions.** — La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

#### **Provision pour risques sur GIE d'investissement.**

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières.

Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

**Note 2.7. Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.).** — Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

**Note 2.8. Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels.** — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

**Opérations de couverture.** — Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultats symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

**Opérations de marché.** — Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
  - La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).
- Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

**Risque de contrepartie sur les dérivés.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

La CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

Le calcul de la CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

**Note 2.9. Opérations en devises.** — A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

#### **Note 2.10. Engagements hors-bilan.**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

**Note 2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement.** — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord conclu avec des organisations représentatives du personnel le 25 juin 2024. La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

**Note 2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.** — Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.



Depuis 2021, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

**Plans de retraite – régimes à cotisations définies.** — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ».

Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### **Note 2.13. Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise**

**Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise.** — Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

**Note 2.14. Charges et produits exceptionnels.** — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

**Note 2.15 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale).** — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	6 315				6 315	121	6 436	5 370
à terme (1)				45 816	45 816	80	45 896	53 737
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>6 315</b>			<b>45 816</b>	<b>52 131</b>	<b>201</b>	<b>52 332</b>	<b>59 107</b>
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>52 332</b>	<b>59 107</b>
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	558 374				558 374		558 374	404 022
Comptes et avances à terme	76 434	145 410	2 780 880	354 437	3 357 161	26 221	3 383 382	2 826 415
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>634 808</b>	<b>145 410</b>	<b>2 780 880</b>	<b>354 437</b>	<b>3 915 535</b>	<b>26 221</b>	<b>3 941 756</b>	<b>3 230 437</b>
Dépréciations								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>3 941 756</b>	<b>3 230 437</b>
<b>TOTAL</b>							<b>3 994 088</b>	<b>3 289 544</b>

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

**Commentaires :**  
Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 545 milliers d'euros. Parmi les créances sur les établissements de crédit 2 035 637 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale.  
Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. – Opérations avec la clientèle.

Au 31 décembre 2025, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par la caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées s'élève à 88 300 milliers d'euros contre 165 129 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	9 301	2 200	61		11 562		11 562	13 362
Autres concours à la clientèle	732 404	1 371 768	5 430 405	8 404 608	15 939 185	41 261	15 980 446	15 826 699
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	27 179	-		-	27 179	203	27 382	31 928
<b>Dépréciations</b>							-174 450	-181 845
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>15 844 940</b>	<b>15 690 144</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 022 milliers d'euros.  
Parmi les créances sur la clientèle 2 115 500 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2025 contre 2 134 122 milliers d'euros au 31 décembre 2024.  
Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 61 909 milliers au 31 décembre 2025 d'euros contre 75 608 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

**Note 4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	15 932 537	15 781 816
Autres pays de l'U.E.	16 416	18 562
Autres pays d'Europe	14 544	15 957
Amérique du Nord	5 599	5 220
Amérique centrale et du sud	178	241
Afrique et Moyen-Orient	4 045	4 589
Asie et Océanie (hors Japon)	4 607	4 453
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
<b>Total en principal</b>	<b>15 977 926</b>	<b>15 830 838</b>
Créances rattachées	41 464	41 152
Dépréciations	-174 450	-181 845
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>15 844 940</b>	<b>15 690 145</b>

**Note 4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis	En cours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DROM-COM)	15 973 942	270 086	114 601	-174 138	-84 059	15 822 905	272 434	95 069		
Autres pays de l'U.E.	16 439	12	10	-4	-1	18 589	18	17		
Autres pays d'Europe	14 561	339	38	-270	-38	15 975	368	38		
Amérique du Nord	5 608					5 227				
Amérique centrale et du sud	178					241			-181 845	- 73 576
Afrique et Moyen-Orient	4 051					4 595	9			
Asie et Océanie (hors Japon)	4 611	39	39	-38	-37	4 457	39	39		
Japon										
Non ventilés et organismes Internationaux										
<b>TOTAL</b>	<b>16 019 390</b>	<b>270 476</b>	<b>114 688</b>	<b>-174 450</b>	<b>-84 135</b>	<b>15 871 989</b>	<b>272 869</b>	<b>95 163</b>	<b>-181 845</b>	<b>-73 576</b>

**Note 4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	7 391 415	82 758	27 791	-47 485	-18 962	7 452 922	75 479	24 425	-44 076	-17 069
Agriculteurs	1 870 493	54 484	20 863	-38 645	-17 722	1 848 323	53 779	19 096	-41 102	-16 960
Autres professionnels	1 950 627	58 093	29 280	-38 322	-20 621	1 968 939	64 200	26 756	-43 411	-19 566
Clientèle financière	521 631	5 569	3 791	-3 078	-2 357	435 961	6 607	3 882	-4 190	-2 425
Entreprises	2 961 739	67 433	32 797	-45 868	-24 337	2 820 406	70 053	20 962	-47 494	-17 551
Collectivités publiques	1 248 971					1 268 449				
Autres agents économiques	74 514	2 139	166	-1 052	-136	76 989	2 751	42	-1 572	-5
<b>TOTAL</b>	<b>16 019 390</b>	<b>270 476</b>	<b>114 688</b>	<b>-174 450</b>	<b>-84 135</b>	<b>15 871 989</b>	<b>272 869</b>	<b>95 163</b>	<b>-181 845</b>	<b>-73 576</b>

**Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024
	Transaction (1)	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :		15 775		172 718	188 493	262 287
dont surcote restant à amortir		3 292		8 924	12 216	15 927
dont décote restant à amortir				-1 606	-1 606	-2 008
Créances rattachées		119		2 581	2 700	2 879
Dépréciations		-543			-543	-263
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>15 351</b>		<b>175 299</b>	<b>190 650</b>	<b>264 903</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (2):						
Emis par organismes publics				210 032	210 032	197 436
Autres émetteurs				345 207	345 207	371 947
dont surcote restant à amortir				3 472	3 472	3 968
dont décote restant à amortir				-8 051	-8 051	-8 568
Créances rattachées				3 835	3 835	3 598
Dépréciations				-741	-741	-753
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>558 333</b>	<b>558 333</b>	<b>572 228</b>
Actions et autres titres à revenu variable		630 436			630 436	467 894
Créances rattachées						
Dépréciations		-3 838			-3 838	-1 804
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>626 598</b>			<b>626 598</b>	<b>466 090</b>
<b>TOTAL</b>		<b>641 949</b>		<b>733 632</b>	<b>1 375 581</b>	<b>1 303 221</b>
Valeurs estimatives		735 539		687 371	1 422 910	1 323 080

(1) À l'exception des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en « titres de transaction prêtés ») présentés en déduction des dettes représentatives de la valeur des titres empruntés figurant au passif du bilan (Cf. note 32.1 Emprunts de titres).

(2) dont 10 203 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 contre 12 806 milliers d'euros au 31 décembre 2024

**Transferts de titres en cours d'exercice :**

Aucun transfert de titres de placement n'a eu lieu pendant l'exercice.

**Valeurs estimatives :**

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 93 709 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 77 120 milliers d'euros au 31 décembre 2024. La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 320 974 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 1 158 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -361 559 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre -52 694 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

**Note 5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Administration et banques centrales (y compris Etats)	168 099	154 813
Établissements de crédit	180 008	171 905
Clientèle financière	659 520	500 526
Collectivités locales	41 934	42 623
Entreprises, assurances et autres clientèles	136 114	167 410
Divers et non ventilés		
<b>Total en principal</b>	<b>1 185 675</b>	<b>1 037 277</b>
Créances rattachées	3 835	3 597
Dépréciations	-4 579	-2 557
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 184 931</b>	<b>1 038 317</b>

**Note 5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	555 239	188 493	630 436	1 374 168	569 383	262 287	467 894	1 299 564
dont titres cotés	530 289	188 493		718 782	560 816	262 287		823 103
dont titres non cotés (1)	24 950		630 436	655 386	8 567		467 894	476 461
Créances rattachées	3 835	2 700		6 535	3 598	2 879		6 477
Dépréciations	-741	-543	-3 838	-5 122	-753	-263	-1 804	-2 820
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>558 333</b>	<b>190650</b>	<b>626 598</b>	<b>1 375 581</b>	<b>572 228</b>	<b>264 903</b>	<b>466 090</b>	<b>1 303 221</b>

(1) La répartition des parts d'OPC (Organisme de Placement Collectif) est la suivante:  
OPC français 621 725 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 573 657 milliers d'euros)  
OPC étrangers 4 874 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 0 milliers d'euros)  
Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 626 598 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2025 s'élève à 720 307 d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires	626 598	720 307
OPC obligataires		
OPC actions		
OPC autres		
<b>Total</b>	<b>626 598</b>	<b>720 307</b>

**Note 5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	26 800	49 252	261 723	217 464	555 239	3 835	559 074	572 981
Dépréciations							-741	-753
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>26 800</b>	<b>49 252</b>	<b>261 723</b>	<b>217 464</b>	<b>555 239</b>	<b>3 835</b>	<b>558 333</b>	<b>572 228</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute		44 857	88 768	54 868	188 493	2 700	191 193	265 166
Dépréciations							-543	-263
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>44 857</b>	<b>88 768</b>	<b>54 868</b>	<b>188 493</b>	<b>2 700</b>	<b>190 650</b>	<b>264 903</b>

**Note 5.4. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France (y compris DROM-COM)	583 849		691 324	2
Autres pays de l'U.E.	139 276		121 932	
Autres pays d'Europe	11 690		11 581	
Amérique du Nord	6 872	741	4 768	753
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)	2 045		2 065	
Japon				
<b>Total en principal</b>	<b>743 732</b>	<b>741</b>	<b>831 670</b>	<b>755</b>
Créances rattachées	6 535		6 477	68
Dépréciations	-1 284	-741	-1 016	-753
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>748 983</b>		<b>837 131</b>	<b>70</b>

**Note 6. – Titres de participation et de filiales**

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2025.

INFORMATIONS FINANCIERES (en K€)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part de capital détenue	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB (ou chiffre d'affaires hors taxes) du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
<b>FILIALES ETPARTICIPATIONS</b>										
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la CR										
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit										
Participations dans des établissements de crédit										
Autres parts dans les entreprises liées				49 445	49 445	0				
SA INFORSUD GESTION	3 112	13 162	100,00%	8 701	8 701			2 219	402	0
SAS NMP DEVELOPPEMENT	25 744	7 245	100,00%	25 744	25 744			0	927	0
SAS NMP FORETS	15 000	-173	100,00%	15 000	15 000			315	-173	0
Autres titres de participations [détail]				<b>1 469 875</b>	<b>1 465 297</b>	<b>11 503</b>				
SAS RUE LA BOETIE	3 212 142	19 341 378	3,35%	772 159	772 159			1 998 470	1 973 628	70 539
SNC SACAM MUTUALISATION	18 556 677	11 784	2,97%	552 019	552 019			258 877	256 906	7 541
SA SOPRA STERIA	20 548	1 502 566	0,29%	2 157	2 157			1 984 730	176 642	273
SAS SACAM INTERNATIONAL	469 221	183 583	3,35%	30 194	29 852			35 483	103 965	1 147
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	725 471	103 501	3,37%	24 597	24 597	11 503		46 040	31 135	1 060
SA GRAND SUD OUEST CAPITAL	77 999	109 112	11,81%	18 070	18 070			0	5 918	664
SAS SACAM PARTICIPATIONS	62 558	27 583	2,71%	1 961	1 961			3 201	2 645	0
SAS SACAM AVENIR	523 619	-238	2,46%	15 044	12 884			0	-39	0
SACAM TRANSITION ENERGIE	400 193	-38	2,59%	10 359	10 359			0	-30	0
SAS SACAM IMMOBILIER	173 273	16 332	2,69%	4 889	4 889			4 264	4 145	107
SAS DELTA	79 550	-8 166	3,04%	2 421	2 421			0	-6 343	0
SAS SACAM FIRECA	69 334	-15 213	2,71%	2 836	1 470			0	1 172	0
GSO INNOVATION	16 354	-2 136	11,81%	1 931	1 700			0	-734	0
SACAM SANTE ET TERRITOIRE	101 710	0	2,59%	2 630	2 630			0	0	0
SAS CARD	250 623	74 332	0,89%	3 000	3 000			0	1 885	262
LIVELIHOODS SICAV SIF LCF2	62 000	0	3,23%	2 000	2 000			0	0	0
ACE AERO PARTENAIRES B1	342 224	0	1,17%	2 347	2 347			0	0	0
ACE AERO PARTENAIRES II	425 000	0	0,71%	3 000	2 937			0	0	0
CA TRANSITIONS A	154 080	0	1,88%	3 000	3 000			0	0	0
AMBITION INDUSTRIE	203 480	0	1,47%	2 582	2 582			0	0	0
IRDI IMPULSION	45 200	0	3,32%	1 500	1 439			0	0	0
AMBITION AGRI AGRO INVESTISSEMENT PART A	1 802 750	0	2,04%	3 683	3 683			0	0	0
AMBITION AGRI AGRO DIRECT LENDING	140 000	0	2,76%	3 682	3 682			0	0	0
CA AMBITION AGRI AGRO TECH	58 258	0	3,16%	1 841	1 755			0	0	0
CAIT CA INNOVATION ET TERRITOIRES CAT A	78 335	0	2,52%	1 973	1 704			0	0	0
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la CR										
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit										
Participations dans des établissements de crédit										
Autres parts dans les entreprises liées				1 051	1 051	54 414				
Autres titres de participations				26 892	1 051	48				
<b>Total parts dans les entreprises liées et participations</b>				<b>1 547 263</b>	<b>1 541 411</b>	<b>65 965</b>	<b>0</b>			

**Valeur estimative des titres de participation :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	50 496	64 724	35 246	47 276
Titres cotés				
Avances consolidables	54 414	54 414	34 856	34 856
Créances rattachées	2	2	829	829
Dépréciations				
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>104 912</b>	<b>119 140</b>	<b>70 931</b>	<b>82 961</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	1 450 734	2 473 506	1 429 362	2 273 036
Titres cotés	2 157	9 077	2 157	9 858
Avances consolidables	11 550	11 551	12 197	11 685
Créances rattachées	164	164	442	442
Dépréciations	-5 274		-12 200	
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 459 331</b>	<b>2 494 298</b>	<b>1 431 958</b>	<b>2 295 021</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	43 876	49 061	41 127	45 300
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-580		-660	
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>43 296</b>	<b>49 061</b>	<b>40 467</b>	<b>45 300</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 502 627</b>	<b>2 543 359</b>	<b>1 472 425</b>	<b>2 340 321</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>1 607 539</b>	<b>2 662 499</b>	<b>1 543 356</b>	<b>2 423 282</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 545 106		1 505 735	
Titres cotés	2 157		2 157	
<b>TOTAL</b>	<b>1 547 263</b>		<b>1 507 892</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.



**Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.**

— Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2025
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	35 246	15 250			50 496
Avances consolidables	34 856	19 558			54 414
Créances rattachées	829		-827		2
Dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>70 931</b>	<b>34 808</b>	<b>-827</b>		<b>104 912</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	1 431 519	21 439	-67		1 452 891
Avances consolidables	12 197		-647		11 550
Créances rattachées	442		-278		164
Dépréciations	-12 200	-183	7 109		-5 274
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 431 958</b>	<b>21 256</b>	<b>6 117</b>		<b>1 459 331</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	41 127	2 789	-40		43 876
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-660	-300	380		-580
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>40 467</b>	<b>2 489</b>	<b>340</b>		<b>43 296</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 472 425</b>	<b>23 745</b>	<b>6 457</b>		<b>1 502 627</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 543 356</b>	<b>58 553</b>	<b>5 630</b>		<b>1 607 539</b>

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2025
<b>Immobilisations corporelles :</b>					
Valeurs brutes	308 158	48 699	-31 608		325 249
Amortissements et dépréciations	-189 603	-17 776	20 640		-186 739
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>118 555</b>	<b>30 923</b>	<b>-10 968</b>		<b>138 510</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	7 950				7 950
Amortissements et dépréciations	-7 117				-7 117
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>833</b>				<b>833</b>
<b>TOTAL</b>	<b>119 388</b>	<b>30 923</b>	<b>-10 968</b>		<b>139 343</b>

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devise.

**Note 8. – Actions propres.**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'est pas concernée.

**Note 9. – Comptes de régularisation et actifs divers.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	634	969
Comptes de stock et emplois divers	1	1
Débiteurs divers (2)	138 898	144 493
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	48	53
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>139 581</b>	<b>145 516</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	18 362	38 942
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	135	601
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	4 274	4 004
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	8 666	13 045
Autres produits à recevoir (3)	75 541	65 566
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	3 219	539
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>110 197</b>	<b>122 697</b>
<b>Total</b>	<b>249 778</b>	<b>268 213</b>
<p>(1) Les montants incluent les créances rattachées.  (2) dont 4 185 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 comme 31 décembre 2025 (Cf. note 15 Provisions).  Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).</p>		

**Note 10. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.**

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Sur opérations interbancaires et assimilées	263	327	-47			543
Sur créances clientèle	181 845	46 144	-52 448	-1 091		174 450
Sur opérations sur titres	2 557	2 106	-84			4 579
Sur valeurs immobilisées	12 860	483	-7 489			5 854
Sur autres actifs	185		-98			87
<b>Total</b>	<b>197 710</b>	<b>49 060</b>	<b>-60 166</b>	<b>-1 091</b>		<b>185 513</b>

**Note 11. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
A vue	172 477				172 477	1	172 478	52 242
A terme				45 910	45 910	161	46 071	53 966
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>172 477</b>			<b>45 910</b>	<b>218 387</b>	<b>162</b>	<b>218 549</b>	<b>106 208</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	8 589				8 589		8 589	8 857
Comptes et avances à terme	954 883	2 041 097	5 259 240	3 386 427	11 641 647	15 297	11 656 944	11 123 104
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>963 472</b>	<b>2 041 097</b>	<b>5 259 240</b>	<b>3 386 427</b>	<b>11 650 236</b>	<b>15 297</b>	<b>11 665 533</b>	<b>11 131 961</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 135 949</b>	<b>2 041 097</b>	<b>5 259 240</b>	<b>3 432 337</b>	<b>11 868 623</b>	<b>15 459</b>	<b>11 884 082</b>	<b>11 238 169</b>

Opérations internes au Crédit Agricole : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

**Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.****Note 12.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	6 016 937				6 016 937	773	6 017 710	5 865 309
Comptes d'épargne à régime spécial (1) :	75 331				75 331		75 331	74 078
à vue	75 331				75 331		75 331	74 078
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	112 561	116 794	1 114 759	52 803	1 396 917	24 457	1 421 374	1 392 694
à vue	18 405				18 405	69	18 474	21 018
à terme	94 156	116 794	1 114 759	52 803	1 378 512	24 388	1 402 900	1 371 676
Valeurs données en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>6 204 829</b>	<b>116 794</b>	<b>1 114 759</b>	<b>52 803</b>	<b>7 489 185</b>	<b>25 230</b>	<b>7 514 415</b>	<b>7 332 081</b>

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (Cf. note 32.2 Epargne centralisée).

**Note 12.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	7 445 884	7 262 739
Autres pays de l'U.E.	17 512	15 088
Autres pays d'Europe	10 944	17 089
Amérique du Nord	5 710	4 782
Amérique Centrale et du Sud	836	902
Afrique et Moyen-Orient	5 116	4 803
Asie et Océanie (hors Japon)	2 851	2 642
Japon	332	302
Non ventilés et organismes internationaux		
<b>Total en principal</b>	<b>7 489 185</b>	<b>7 308 347</b>
Dettes rattachées	25 230	23 734
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>7 514 415</b>	<b>7 332 081</b>

**Note 12.3. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Particuliers	3 211 363	3 140 588
Agriculteurs	819 614	771 485
Autres professionnels	440 878	458 185
Clientèle financière	288 680	315 439
Entreprises	2 415 199	2 314 367
Collectivités publiques	17 018	22 956
Autres agents économiques	296 433	285 327
<b>Total en principal</b>	<b>7 489 185</b>	<b>7 308 347</b>
Dettes rattachées	25 230	23 734
<b>Valeur au bilan</b>	<b>7 514 415</b>	<b>7 332 081</b>

**Note 13. – Dettes représentées par un titre****Note 13.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle**

La caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées n'est pas concernée.

**Note 14. – Comptes de régularisation et passifs divers.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres passifs (1)</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés (2)		
Instruments conditionnels vendus	634	969
Comptes de règlement et de négociation		9
Créditeurs divers	135 158	112 284
Versements restant à effectuer sur titres	46 787	35 334
<b>Valeur au bilan</b>	<b>182 579</b>	<b>148 596</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	37 470	39 470
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	121	538
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	82 561	77 748
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	7 663	8 098
Autres charges à payer	72 585	61 536
Autres comptes de régularisation	2 504	1 796
<b>Valeur au bilan</b>	<b>202 904</b>	<b>189 186</b>
<b>Total</b>	<b>385 483</b>	<b>337 782</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

(2) Les dettes représentatives de titres empruntés sont présentées sous déduction des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassé en « titres de transaction prêtés ») (Cf. note 32.1 Emprunts de titres).

#### Note 15. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	61	206				267
Provisions pour autres engagements sociaux	1 642	1		-236		1 407
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	23 832	38 657		-42 394		20 095
Provisions pour litiges fiscaux (1)	2 422		-111			2 311
Provisions pour autres litiges	4 641	738	-42	-124		5 213
Provisions pour risques pays (2)						
Provisions pour risques de crédit (3)	134 110	334 980		-314 179		154 911
Provisions pour restructurations (4)						
Provisions pour impôts (5)	514		-80			434
Provisions sur participations (6)		961		-843		118
Provisions pour risques opérationnels (7)	33 218			-13 668		19 550
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (8)	5 485	225		-909		4 801
Autres provisions (9)	5 588	7 859	-2 749	-604		10 094
<b>Valeur au bilan</b>	<b>211 513</b>	<b>383 627</b>	<b>-2 982</b>	<b>-372 957</b>		<b>219 201</b>
<p>(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.</p> <p>(2) La provision pour risques pays couvre le risque de contrepartie sur des débiteurs privés ou publics, lié à la situation économique des pays dont ils dépendent (nationalité et /ou résidence).</p> <p>(3) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.</p> <p>(4) Notamment provisions relatives aux fusions, regroupement de moyens ...</p> <p>(5) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale</p> <p>(6) Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participations ...</p> <p>(7) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.</p> <p>(8) Cf note 16 ci-après</p> <p>(9) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.</p>						

**Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique.** — Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2025, il n'y a pas eu de contribution sous forme d'engagements de paiement irrévocables.

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement UE n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement UE n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 4 185 milliers d'euros au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 9 Comptes de régularisation et actifs divers).

**Note 16. – Epargne logement****— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	317 898	316 265
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	145 200	241 648
Ancienneté de plus de 10 ans	2 086 447	2 094 286
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 549 545</b>	<b>2 652 200</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>517 932</b>	<b>528 234</b>
<b>Total en cours collectes au titre des contrats épargne- logement</b>	<b>3 067 477</b>	<b>3 180 434</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07. Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

**— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	23 827	18 799
Comptes épargne-logement	16 797	15 856
<b>Total en cours de crédit octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>40 624</b>	<b>34 655</b>

**— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	481	696
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	400	333
Ancienneté de plus de 10 ans	3 526	1 928
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>4 407</b>	<b>2 959</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>360</b>	<b>131</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>4 767</b>	<b>3 090</b>

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.

La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.

La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées avait décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

**Note 17. – Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.**

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dette actuarielle à l'ouverture	39 849	39 319
Coût des services rendus sur l'exercice	2 895	2 717
Coût financier	1 325	1 253
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime	-226	
Variation de périmètre	-145	55
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-2 440	-2 400
(Gains) / pertes actuariels	-1 830	-1 094
Autres mouvements		
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>39 429</b>	<b>39 849</b>

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Coût des services rendus	2 895	2 717
Coût financier	1 325	1 253
Rendement attendu des actifs	-1 642	-1 499
Coût des services passés		
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	-78	-257
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	-296	
(Gains) / pertes du(e) au changement de limitation d'actif	0	-360
<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>	<b>2 204</b>	<b>1 853</b>

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	49 812	48 959
Rendement attendu des actifs	1 642	1 499
Gains / (pertes) actuariels	-254	46
Cotisations payées par l'employeur	2 189	1 654
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-145	55
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-9 497	-2 400
Autres mouvements	2	
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à la clôture</b>	<b>43 749</b>	<b>49 812</b>

**Composition des actifs des régimes :**

Les actifs des régimes sont constitués de polices d'assurance éligibles.

**Variations de la provision :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dette actuarielle à la clôture	-39 429	-39 849
Impact de la limitation d'actifs		
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	-4 467	-9 241
Juste valeur des actifs fin de période	-43 749	49 812
<b>Position nette (passif) / actifs à la clôture</b>	<b>-147</b>	<b>722</b>

**Rendement des actifs des régimes :**

Le rendement moyen attendu des actifs des régimes est de 3,79%

**Hypothèses actuarielles utilisées :**  
Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

Une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -6.11% ;  
Une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6.71%.

**Note 18. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Dettes subordonnées à terme</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Titres et emprunts participatifs</b>								
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>								
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Placement des fonds propres des Caisses Locales</b>				202 124	202 124	3 226	205 350	204 614
<b>Dépôts de garantie à caractère mutuel</b>								
<b>Valeur au bilan</b>				202 124	202 124	3 226	205 350	204 614
<i>(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en &gt; 5 ans. Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 5 693 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 6 210 milliers d'euros au 31 décembre 2024.</i>								



Note 19. – Variation des capitaux propres (avant répartition).

Variation des capitaux propres :

(En milliers d'euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecart conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2023	124 842	1 266 315	487 936	628 718			101 329	2 609 140
Dividendes versés au titre de N-2							-11 173	-11 173
Variation de capital (5)								
Variation des primes et réserves (5)								
Affectation du résultat social N-2		67 617	22 539				-90 156	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							105 281	105 281
Autres variations								
Solde au 31/12/2024	124 842	1 333 932	510 475	628 718			105 281	2 703 248
Dividendes versés au titre de N-1								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		69 660						69 660
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							117 783	117 783
Autres variations			23 220				-105 281	-82 061
Solde au 31/12/2025	124 842	1 403 592	533 695	628 718			117 783	2 808 630
(3) Dont 628 718 milliers d'euros de primes de fusion								

Note 20. – Composition des capitaux propres

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG	2 808 630	2 703 248
Fonds pour risques bancaires généraux	287 123	267 123
Total des capitaux propres	3 095 753	2 970 371

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 205 350 milliers d'euros au 31 décembre 2025 et 204 614 milliers d'euros au 31 décembre 2024 ; pas de dépôts de garantie à caractère mutuel au 31 décembre 2025, comme au 31 décembre 2024.

**Note 21. – Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations.**

(En milliers d'Euros)	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
<b>Créances</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières		
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
<b>Dettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Sur les établissements de crédits et institutions financières		
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
<b>Engagements donnés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

**Note 22. – Transactions effectuées avec les parties liées.**

Les transactions effectuées par la caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées avec les parties liées sont réputées conclues aux conditions normales de marché.

**Note 23. – Opérations effectuées en devises****Contributions par devise au bilan :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	23 271 354	23 022 871	22 274 309	22 034 998
Autres devises de l'Union européenne	25	25	36	36
Franc Suisse	903	903	933	933
Dollar	24 755	25 769	23 784	25 539
Yen	65	65	115	115
Autres devises	7 832	7 832	2 689	2 689
<b>Valeur brute</b>	<b>23 304 934</b>	<b>23 057 465</b>	<b>22 301 866</b>	<b>22 064 310</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	184 867	246 819	190 375	230 220
Dépréciations	-185 517		-197 711	
<b>Total</b>	<b>23 304 284</b>	<b>23 304 284</b>	<b>22 294 530</b>	<b>22 294 530</b>

**Note 24. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises**

(En milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<b>Opérations de change au comptant</b>				
- Devises				
- Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>21 430</b>	<b>21 414</b>	<b>45 013</b>	<b>44 949</b>
- Devises	10 688	10 688	22 986	22 986
- Euros	10 742	10 726	22 027	21 963
Prêts et emprunts en devises				
<b>Total</b>	<b>21 430</b>	<b>21 414</b>	<b>45 013</b>	<b>44 949</b>

**Note 25. – Operations sur instruments financiers à terme.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>2 889 094</b>	<b>302 788</b>	<b>3 191 882</b>	<b>3 290 848</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>2 889 094</b>	<b>302 788</b>	<b>3 191 882</b>	<b>3 290 848</b>
Swaps de taux d'intérêt	2 889 094	302 788	3 191 882	3 290 848
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>428 968</b>	<b>428 968</b>	<b>336 559</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>428 968</b>	<b>428 968</b>	<b>336 559</b>
Options de swaps de taux				
Achetés				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		87 300	87 300	14 537
Vendus		87 300	87 300	14 537
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		127 184	127 184	153 743
Vendus		127 184	127 184	153 742
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
<b>Total</b>	<b>2 889 094</b>	<b>731 756</b>	<b>3 620 850</b>	<b>3 627 407</b>

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

**Note 25.2. – Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2025			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	208 468	45 900		208 468	45 900				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	523 177	1 252 622	1 416 083	523 177	1 252 622	1 416 083			
Caps, Floors, Collars	3 364	162 302	8 934	3 364	162 302	8 934			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>735 009</b>	<b>1 460 824</b>	<b>1 425 017</b>	<b>735 009</b>	<b>1 460 824</b>	<b>1 425 017</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	42 845			42 845					
<b>Sous total</b>	<b>42 845</b>			<b>42 845</b>					
<b>Total</b>	<b>777 854</b>	<b>1 460 824</b>	<b>1 425 017</b>	<b>777 854</b>	<b>1 460 824</b>	<b>1 425 017</b>			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2024			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	230 140	77 345		230 140	77 345				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	634 833	1 015 392	1 640 623	634 833	1 015 392	1 640 623			
Caps, Floors, Collars	16 350	3 364	9 360	16 350	3 364	9 360			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices									
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>881 323</b>	<b>1 096 101</b>	<b>1 649 983</b>	<b>881 323</b>	<b>1 096 101</b>	<b>1 649 983</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	89 962			89 962					
<b>Sous total</b>	<b>89 962</b>			<b>89 962</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>971 285</b>	<b>1 096 101</b>	<b>1 649 983</b>	<b>971 285</b>	<b>1 096 101</b>	<b>1 649 983</b>			

**Note 25.3. Instruments financiers à terme : juste valeur :**

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2025	Juste Valeur Négative au 31/12/2025	Encours Notionnel au 31/12/2025	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024
Futures						
Options de change	428	428	254 368	1 260	1 260	307 484
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	67 926	79 841	3 191 882	52 237	83 171	3 290 849
Caps, Floors, Collars	350	350	174 600	229	229	29 074
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices						
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
<b>Sous total</b>	<b>68 704</b>	<b>80 619</b>	<b>3 620 850</b>	<b>53 726</b>	<b>84 660</b>	<b>3 627 407</b>
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	193	177	42 845	988	924	89 962
<b>Sous total</b>	<b>193</b>	<b>177</b>	<b>42 845</b>	<b>988</b>	<b>924</b>	<b>89 962</b>
<b>Total</b>	<b>68 897</b>	<b>80 796</b>	<b>3 663 695</b>	<b>54 714</b>	<b>85 584</b>	<b>3 717 369</b>

**Note 25.4. Information sur les Swaps :****Ventilation des swaps de taux d'intérêt :**

(En milliers d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux		407 800	2 463 421	320 662
Contrats assimilés (1)				174 601
[(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07]				

Il n'y a pas eu de transferts effectués au cours de l'exercice.

**Note 26. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés :</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 167 941</b>	<b>1 031 223</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 167 941	1 031 223
<b>Engagements de garantie</b>	<b>310 814</b>	<b>284 721</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	20 699	10 074
Engagements d'ordre de la clientèle	290 115	274 647
<b>Engagements sur titres</b>	<b>420</b>	<b>129</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	420	129
<b>Engagements reçus :</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>30 000</b>	<b>15 817</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	30 000	15 817
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>4 333 499</b>	<b>4 269 126</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	261 358	213 108
Engagements reçus de la clientèle	4 072 141	4 056 018
<b>Engagements sur titres</b>	<b>22 420</b>	<b>129</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		

Autres engagements reçus	22 420	129
(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, la caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2025, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 79 192 milliers d'euros contre 148 195 milliers d'euros au 31 décembre 2025.		

**Note 27. – Actifs donnés et reçus en garantie.****Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a apporté 5 189 081 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 274 372 milliers d'euros en 2024. La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a apporté :

- 2 035 637 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 093 641 milliers d'euros en 2024.
- 114 358 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 101 613 milliers d'euros en 2024 ;
- 3 039 086 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 079 117 milliers d'euros en 2024.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

**Note 28. – Engagements donnés aux entreprises liées.**

Une lettre de garantie de 2 260 457 milliers d'euros a été donnée par la caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées en faveur de Crédit Agricole S.A. (garantie de la liquidité et de la solvabilité du réseau Crédit Agricole), contre 2 185 202 milliers d'euros en 2024.

**Note 29. – Engagements de crédit-bail.**

La caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées n'est pas concernée.

**Note 30. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 483	9 875
Sur opérations internes au Crédit Agricole	120 120	115 411
Sur opérations avec la clientèle	360 603	346 942
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 945	10 722
Produit net sur opérations de macro-couverture		15 125
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>497 151</b>	<b>498 075</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 891	-5 050
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-293 974	-300 883
Sur opérations avec la clientèle	-61 600	-72 051
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-9 304	
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-1 679	-438
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées		
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-370 448</b>	<b>-378 422</b>
<b>Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)(2)</b>	<b>126 703</b>	<b>119 653</b>

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 5 693 milliers d'euros contre 6 210 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Au 31 décembre 2024, un produit de 24.5milliers d'euros et une charge de 31.3 milliers d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 35 des présents comptes annuels). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

**Note 31. – Revenus des titres à revenus variables.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	83 500	79 929
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	1 430	1 363
Opérations diverses sur titres		
<b>Total des revenus des titres à revenus variables</b>	<b>84 930</b>	<b>81 292</b>

**Note 32. – Produit net des commissions.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	836	-195	641	1 461	-177	1 284
Sur opérations internes au Crédit Agricole	4 269	-3 054	1 215	29 549	-34 263	-4 714
Sur opérations avec la clientèle	51 064	-338	50 726	50 210	-329	49 881
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	139		139	151		151
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	82		82	45		45
Sur prestations de services financiers (1)	193 656	-22 960	170 696	182 069	-18 826	163 243
Provision pour risques sur commissions	456	-430	26	897	-479	418
<b>Total produit net des commissions (2)</b>	<b>250 502</b>	<b>-26 977</b>	<b>223 525</b>	<b>264 382</b>	<b>-54 074</b>	<b>210 308</b>
(1) Dont prestations assurance-vie : 44 395 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 42 578 milliers d'euros au 31 décembre 2024.						
(2) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 24.5 millions d'euros et une charge de 31.3 millions d'euros au titre de la marge collecte, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.						

**Note 33. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	970	915
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-66	28
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>904</b>	<b>943</b>

**Note 34. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-2 433	-791
Reprises de dépréciations	119	250
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-2 314</b>	<b>-541</b>
Plus-values de cession réalisées	4 683	774
Moins-values de cession réalisées	-1	
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>4 682</b>	<b>774</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>2 368</b>	<b>233</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>2 368</b>	<b>233</b>

**Note 35. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Produits divers	4 244	1 971
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation	335	355
Reprises provisions	335	355
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>4 914</b>	<b>2 681</b>
Charges diverses	-1 985	-1 803
Quote-part des opérations faites en commun	-323	-281
Refacturation		
Dotations provisions	-170	-240
Autres charges d'exploitation bancaire	-2 478	-2 324
<b>Total autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>2 436</b>	<b>357</b>

**Note 36. – Charges générales d'exploitation.**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Frais de personnel :</b>		
Salaires et traitements (2)	-84 861	-91 217
Charges sociales (1)	-45 802	-46 197
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations	-10 411	-10 340
Intéressement et participation	-18 157	-15 656
Impôts et taxes sur rémunérations	-13 662	-13 302
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-162 482</b>	<b>-166 372</b>
Refacturation et charges de personnel (1)	3 619	3 962
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-158 863</b>	<b>-162 410</b>
<b>Frais administratifs :</b>		
Impôts et taxes	-3 423	-3 431
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires	-94 165	-87 296
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-97 588</b>	<b>-90 727</b>
Refacturation et charges administratives	2 373	2 083
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-95 215</b>	<b>-88 644</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-254 078</b>	<b>-251 054</b>

(1) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges de personnel » intégrait les transferts de charges de personnel pour 579 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur les lignes « Salaires et traitements » pour 266 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf. Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

(2) La Caisse Régionale a réexaminé au cours de de l'année 2025 la Convention d'assurance collective d'indemnités de fin de carrière conclue avec PREDICA en 2004. A ce titre, au regard de sa position excédentaire (le montant du fond excédait la dette actuarielle), la Caisse régionale a décidé de demander auprès de PREDICA un remboursement d'Indemnités de Fin de Carrière représentant un montant de 7.1M€ pour revenir à une situation équilibrée.



**Effectif moyen :**

— Effectif par catégorie :

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	637	628
Non cadres	1 407	1 499
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>2 044</b>	<b>2 127</b>
Dont : - France	2 044	2 127
- Etranger		
Dont : - Personnel mis à disposition	12	12

**Rémunération des dirigeants :**

Le montant global des rémunérations alloué pendant l'exercice 2025 aux organes de direction du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées s'élève à 3 194 milliers d'euros.

**Note 37. – Cout du risque.**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-419 596</b>	<b>-437 401</b>
Dépréciations de créances douteuses	-44 991	-51 100
Autres provisions et dépréciations	-374 605	-386 301
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>425 589</b>	<b>460 630</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	52 416	69 733
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	373 173	390 897
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>5 993</b>	<b>23 229</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-634	-297
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-7 577	-14 284
Décote sur prêts restructurés	-437	-53
Récupérations sur créances amorties	325	714
Autres pertes		
Autres produits		
<b>Cout du risque</b>	<b>-2 330</b>	<b>9 309</b>
<p>(1) Dont 2 519 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 091 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.</p> <p>(2) Dont 1 690 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.</p> <p>(3) Dont 46 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.</p> <p>(4) Dont 5 059 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.</p>		

**Note 38. – Résultat net sur actifs immobilisés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-1 445</b>	<b>-642</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 445	-642
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>8 332</b>	<b>4 094</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	8 332	4 094
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>6 887</b>	<b>3 452</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	6 887	3 452
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>	<b>25</b>	
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	25	
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>	<b>-912</b>	<b>-118</b>
Sur titres d'investissement	-11	
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-35	
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-866	-118
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>	<b>-887</b>	<b>-118</b>
Sur titres d'investissement	-11	
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-876	-118
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>6 000</b>	<b>3 334</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Plus-values de cessions	128	231
Moins-values de cessions	-180	-2 643
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>-52</b>	<b>-2 412</b>
<b>Résultat net sur actifs immobilisés</b>	<b>5 948</b>	<b>922</b>

**Note 39. – Charges et produits exceptionnels.**

Il n'y a pas eu de charges ni de produits exceptionnels sur l'exercice.

**Note 40. – Impôt sur les bénéfices.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Bénéfice imposable à 15 %		
Bénéfice imposable à 25 %	139 225	103 038
Bénéfice imposable à 31 %		
Impôt sur les sociétés brut	34 806	25 208
Contributions	1 123	825
Crédit d'impôt	-510	-551
<b>Impôt sociétés net</b>	<b>35 419</b>	<b>25 482</b>
Régularisations d'impôt sur les sociétés	0	0
Dotations aux provisions pour impôt sur les sociétés	0	0
Reprises de provisions pour impôt sur les sociétés		
<b>Total</b>	<b>35 419</b>	<b>25 482</b>

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises.

Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale de 3,3%) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024). Compte tenu du règlement n°2025-02 du 4 avril 2025 modifiant le règlement ANC n°2014-03, la quote-part de contribution exceptionnelle assise sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2024 suit la comptabilisation de « l'impôt sur les bénéfices ».

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'est pas soumise à cette contribution exceptionnelle car son chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€. Mais du fait de la convention de régime de groupe fiscal, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a inscrit une surcharge fiscale dans ses comptes au 31 décembre 2025 pour un montant de 3 278 milliers d'euros.

#### **Note 41. – Exemption d'établir des comptes consolidés.**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'est pas concernée.

#### **Note 42. – Evénements postérieurs à la clôture susceptible de remettre en cause la continuité de l'exploitation.**

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

#### **Note 43. – Affectation des résultats.**

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2025 sont proposées dans le projet de résolutions présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale du Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées du 24 Mars 2026. Le texte de la résolution est le suivant :

"L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes, décide sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31/12/2025, se soldant par un bénéfice de 117.783.363,84 euros.

- 5.018.658,05 euros pour l'intérêt aux porteurs de parts sociales, ce qui correspond à un taux de 5,36%, éligibles à l'abattement fiscal tel que défini par la Loi de Finance en vigueur. Cet intérêt sera payable à partir du 01/04/2026.
- 8.843.043,00 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés pour l'exercice 2025, soit un dividende de 4.25 euros net par titre. Ce dividende sera payable à partir du 01/04/2026.

Reste à affecter : 103.921.662,79 euros

- Affectation des trois quarts à la réserve légale soit 77.941.247,09 euros
- Affectation du solde à la réserve facultative soit 25.980.415,70 euros.

L'Assemblée générale prend acte des dividendes distribués au titre des cinq derniers exercices."

#### **Intérêt aux parts sociales :**

Exercice	Nombre de parts sociales	Taux d'intérêt servi aux parts sociales	Intérêt net
2020	6.242.112	1,95%	1 825 817,76 €
2021	6.242.112	1,95%	1 825 817,76 €
2022	6.242.112	2,60%	2 434 423,68 €
2023	6.242.112	3,80%	3 558 003,84 €
2024	6.242.112	4,80%	4 494 320,64 €

#### **Dividendes sur certificats coopératifs d'associés (CCA)**

Exercice	Nombre de CCA	Distribution par CCA	Dividende net
2020	2.080.716	3.05 €	6.346.183,80 €
2021	2.080.716	4,18 €	6.346.183,80 €
2022	2.080.716	3,92 €	8.156.406,72 €
2023	2.080.716	3.66 €	7.615.420.56 €
2024	2.080.716	3.80 €	7.906.720,80 €

#### **Note 44. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs.**

La caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

**Note 45. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes.**

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées :

(En milliers d'Euros hors taxes)	Cabinet Ernst & Young Audit	%	Cabinet Albouy Associés Consult	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (1*)	99	58%	71	42%
Services autres que la certification des comptes et de la CSRD	15	79%	4	21%
<b>Total</b>	<b>114</b>		<b>75</b>	
(1*) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.				

**B. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux.**

(Exercice clos le 31 décembre 2025.)

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Observation.**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2

« Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les changements de méthode comptable résultant de l'application de nouveaux règlements ANC.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## — Dépréciation des crédits sur une base individuelle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2.1 « Créances et engagements par signature » de l'annexe des comptes annuels, les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4 « Opérations avec la clientèle » de l'annexe des comptes annuels, qui s'élève à M€ 174,4.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe des comptes annuels.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser. Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>- testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li> <li>- analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;</li> <li>- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li> </ul>

## — Provisions sur encours sains et dégradés :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note 2.1 « Créances et engagements par signature » de l'annexe des comptes annuels, votre caisse régionale constate, au titre des expositions de crédits, des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions concernant les prêts et les créances représente M€ 154,9 au 31 décembre 2025, comme détaillé dans la note 15 « Provisions » de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agit d'un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe des comptes annuels ;</li> <li>- Nous avons considéré qu'il s'agit d'un point clé de l'audit en raison de :</li> <li>- l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 2.1 de l'annexe des comptes annuels ;</li> <li>- la matérialité de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).</li> </ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>o les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li> <li>o le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut (loss given default ou « LGD »)) en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li> <li>o la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ; la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions ;</li> <li>o examiner le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés jugés clés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;</li> </ul> </li> <li>- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives, notamment dans le contexte macro-économique, pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li> <li>- analyser l'évolution des expositions et des provisions par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ;</li> <li>- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe des comptes annuels.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme cela est indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires :**

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées par votre assemblée générale du 29 mars 2007 pour le cabinet ALBOUY ASSOCIES AUDIT et du 6 décembre 2002 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet ALBOUY ASSOCIES AUDIT était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-quatrième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :**

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Rapport au comité d'audit.** — Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Rodez et Paris-La Défense, le 6 mars 2026.

**Les Commissaires aux Comptes :**

**Albouy Associes Audit :**  
Pierre FABRE

**Ernst & Young audit :**  
Hassan BAAJ.

### **C. — Comptes consolidés.**

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

#### **I. — Cadre général.**

**Présentation juridique de l'entité.** — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (C.R.C.A.M.) NORD MIDI-PYRENEES dont le siège social est sis 219 avenue François Verdier à ALBI (81) effectue toutes les opérations que peut accomplir un établissement de crédit dans le cadre de la réglementation bancaire et conformément aux dispositions régissant le CREDIT AGRICOLE.

Forme : société coopérative de droit privé à capital et personnel variables régie par le Code Rural et la Loi du 24/01/84 relative au contrôle et à l'activité des Etablissements de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (C.R.C.A.M.) NORD MIDI-PYRENEES est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Albi (81) sous le numéro 444 953 830.

Son code NAF est le 6419Z.

**Un Groupe bancaire d'essence mutualiste.** — L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,3 millions de sociétaires qui élisent plus de 27 000 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

#### **Relations internes au Crédit Agricole :**

**Mécanismes financiers internes.** — Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— **Comptes ordinaires des Caisses régionales** : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— **Comptes d'épargne à régime spécial** : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, Livret jeune et Livret sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

— **Comptes et avances à terme** : Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme de prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales** : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— **Opérations en devises** : Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.** : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

**Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire.** — Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son



ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 <sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

#### Informations relatives aux parties liées.

Les Caisses Locales sont au nombre de 66 et détiennent le capital social du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour un montant de 93 632 milliers d'euros.

Les filiales consolidées du groupe Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sont :

- Inforsud Gestion
- NMP Forêt
- NMP Développement
- NMP Immo
- Les fonds dédiés NMP Gestion et Force 4
- Une société technique de titrisation

## II. — Etats financiers consolidés.

## 1. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	561 988	553 694
Intérêts et charges assimilées	4.1	-432 581	-423 190
Commissions (produits) (1)	4.2	250 452	263 928
Commissions (charges) (1)	4.2	-27 269	-54 342
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	18 574	13 019
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		1 536	-1 013
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		17 038	14 032
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	81 619	76 404
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		195	-773
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		81 424	77 177
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-11	
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6		
Produit net des activités d'assurance			
Produits des activités d'assurance			
Charges afférentes aux activités d'assurance			
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus			
Produits financiers ou charges financières d'assurance			
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus			
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance			
Produits des autres activités	4.7	17 549	6 990
Charges des autres activités	4.7	-15 558	-5 036
<b>Produit net bancaire</b>		<b>454 763</b>	<b>431 467</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	-259 347	-253 934
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-17 719	-18 625
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>177 697</b>	<b>158 908</b>
Coût du risque	4.10	-3 988	8 025
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>173 709</b>	<b>166 933</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	143	-2 412
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.13		
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>173 852</b>	<b>164 521</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	-27 717	-22 267
<b>Résultat net d'impôts des activités abandonnées</b>			
<b>Résultat net</b>		<b>146 135</b>	<b>142 254</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	13.2		
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>146 135</b>	<b>142 254</b>
Résultat par action (en euros)			
Résultat dilué par action (en euros)			

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 24 500 milliers d'euros et une charge de 31 300 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

**2. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat net</b>	<b>146 135</b>	<b>142 254</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-4 696	1 140
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	336 338	187 917
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>331 642</b>	<b>189 057</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-9 140</b>	<b>-6 078</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>322 502</b>	<b>182 979</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	999	3 059
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>999</b>	<b>3 059</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-259</b>	<b>-790</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>740</b>	<b>2 269</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>323 242</b>	<b>185 248</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>469 377</b>	<b>327 502</b>
Dont part du Groupe	469 377	327 502
Dont participations ne donnant pas le contrôle		
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	10	

**3. — Bilan.**  
**(En milliers d'Euros)**

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	6.1	93 015	80 663
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	623 742	473 142
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		23 814	21 973
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		599 928	451 169
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	54 818	45 482
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	2 717 221	2 335 929
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		218 172	188 010
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		2 499 049	2 147 919
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	20 339 923	19 592 750
Prêts et créances sur les établissements de crédit		3 931 626	3 204 967
Prêts et créances sur la clientèle		15 696 393	15 591 304
Titres de dettes		711 904	796 479
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-11 405	9 525
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	42 477	54 066
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	230 181	243 970
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées			
Contrats d'assurance émis - Actif			
Contrats de réassurance détenus - Actif			
Participation dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.11	102 767	86 651
Immobilisations corporelles	6.12	142 746	111 956
Immobilisations incorporelles	6.12		
Ecarts d'acquisition	6.13		
<b>Total de l'actif</b>		<b>24 335 485</b>	<b>23 034 134</b>

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	6.1		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	21 877	20 059
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		21 877	20 059
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	60 307	73 738
Passifs financiers au coût amorti		19 310 150	18 482 139
Dettes envers les établissements de crédit	3.4-6.7	11 783 839	11 117 827
Dettes envers la clientèle	3.1-3.4-6.7	7 494 180	7 317 459
Dettes représentées par un titre	3.4-6.7	32 131	46 853
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-41 636	-34 938
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	6 038	4 519
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	373 735	325 244
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11		
Contrats d'assurance émis - Passif			
Contrats de réassurance détenus - Passif			
Provisions	6.15	61 993	74 070
Dettes subordonnées	3.4-6.16		
<b>Total dettes</b>		<b>19 792 464</b>	<b>18 944 831</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>4 543 021</b>	<b>4 089 303</b>
Capitaux propres part du Groupe		4 543 008	4 089 291
Capital et réserves liées		937 500	938 596
Réserves consolidées		2 442 313	2 314 622
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 017 061	693 819
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		146 135	142 254
Participations ne donnant pas le contrôle		13	12
<b>Total du passif</b>		<b>24 335 485</b>	<b>23 034 134</b>

## 4. — Tableau de variation des capitaux propres.

(Enmilliers d'Euros)	Part du Groupe								Participations ne dormant pas le contrôle						Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Eliminatio n des titres autodétéru s	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directe ment en capitaux	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
												Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2024	305 655	2 958 953	-	-	3 264 608	-2 412	510 984	508 572	-	3 773 180	11	-	-	-	11	3 773 191
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024	305 655	2 958 953	-	-	3 264 608	-2 412	510 984	508 572	-	3 773 180	11	-	-	-	11	3 773 191
Retraités	4 227	-	-	-	4 227	-	-	-	-	4 227	-	-	-	-	-	4 227
Augmentation / Réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-16 119	-	-	-16 119	-	-	-	-	-16 119	-	-	-	-	-	-16 119
Effet des acquisitions complémentaires / cessionspartiellesde titres de filiales sans perte de contrôle	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Mouvements liés aux paiements en actions	513	-	-	-	513	-	-	-	-	513	-	-	-	-	-	513
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	4 227	-15 605	-	-	-11 378	-	-	-	-	-11 378	-	-	-	-	-	-11 378
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	2 269	182 979	185 248	-	185 248	-	-	-	-	-	185 248
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propresà la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	142 254	142 254	-	-	-	-	-	142 254
Autres variations	-	-8	-	-	-8	-	-	-	-	-8	-	-	-	-	-	-8
Capitaux propres au 31 décembre 2024	309 882	2 943 340	-	-	3 253 222	-143	693 963	693 820	142 254	4 089 296	11	-	-	-	11	4 089 307
Affectation du résultat 2024	-	142 253	-	-	142 253	-	-	-	-142 254	-1	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	309 882	3 085 593	-	-	3 395 475	-143	693 963	693 820	-	4 089 295	11	-	-	-	11	4 089 307
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	309 882	3 085 593	-	-	3 395 475	-143	693 963	693 820	-	4 089 295	11	-	-	-	11	4 089 307
Retraités	-1 096	-	-	-	-1 096	-	-	-	-	-1 096	-	-	-	-	-	-1 096
Augmentation / Réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2025	-	-15 412	-	-	-15 412	-	-	-	-	-15 412	-	-	-	-	-	-15 412
Effet des acquisitions complémentaires / cessionspartiellesde titres de filiales sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements liés aux paiements en actions	880	-	-	-	880	-	-	-	-	880	-	-	-	-	-	880
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-1 096	-14 532	-	-	-15 628	-	-	-	-	-15 628	-	-	-	-	-	-15 628
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-10	-	-	-10	740	322 502	323 242	-	323 232	-	-	-	-	-	323 232
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propresà la juste valeur par capitaux propres non	-	-10	-	-	-10	-	-10	-10	-	-	-	-	-	-	-	-

recyclables transférés en réserves															
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves															
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence															
Résultat 2025															
Autres variations		- 20			- 20				146 135	146 135					146 135
										- 20					- 20
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025</b>	<b>308 786</b>	<b>3 071 031</b>			<b>3 379 817</b>	<b>597</b>	<b>1 016 465</b>	<b>1 017 062</b>	<b>146 135</b>	<b>4 543 014</b>	<b>11</b>			<b>11</b>	<b>4 543 026</b>

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

### 5. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord-Midi-Pyrénées.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>173 852</b>	<b>164 521</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		17 719	18 625
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		11 180	-10 515
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence			
Résultat net des activités d'investissement		-143	2 412
Résultat net des activités de financement		1 006	1 997
Autres mouvements		-104	2 301
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>29 658</b>	<b>14 820</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-11 061	-592 420
Flux liés aux opérations avec la clientèle		41 673	373 165
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-109 046	-115 413
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		45 166	35 904
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence			
Impôts versés		-23 850	-36 136
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-57 118	-334 900
Flux provenant des activités abandonnées			
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>146 392</b>	<b>-155 559</b>
<b>Flux liés aux participations</b>		<b>-12 794</b>	<b>-19 667</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>		<b>-38 585</b>	<b>-32 011</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>			
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>-51 379</b>	<b>-51 678</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>		<b>-16 508</b>	<b>-11 891</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>-16 304</b>	<b>4 515</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>			
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>-32 812</b>	<b>-7 376</b>

<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>62 201</b>	<b>-214 613</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	406 877	621 490
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	80 663	84 223
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	326 214	537 267
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>469 078</b>	<b>406 877</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	93 015	80 663
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	376 063	326 214
<b>Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie</b>	<b>62 201</b>	<b>-214 613</b>
(*) Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.		
(**) Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).		

#### 6. — Flux liés aux titres de participations.

L'augmentation de capital de GSOC pour 664 milliers d'euros : en juillet 2025.

L'augmentation de capital de SACAM AVENIR pour 6 393 milliers d'euros en juin 2025.

La souscription du titre de participation SACAM SANTE ET TERRITOIRE pour 2 630 milliers d'euros en juin 2025.

La souscription du titre de participation NOTRE MIDI PATRIMOINE, filiale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, pour 250 milliers d'euros en mai 2025.

L'augmentation de capital de NMP DEVELOPPEMENT pour 10 000 milliers d'euros en juillet 2025.

L'augmentation de capital de NMP FORET pour 5 000 milliers d'euros en deux opérations : janvier et juin 2025.

De nouvelles acquisitions de titres dans la filiale NMP DEVELOPPEMENT pour 1 771 milliers d'euros.

— Flux de trésorerie à destination des actionnaires :

Sur l'exercice 2025 et au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées a versé à ses actionnaires sous forme de dividendes le montant de 15 412 milliers d'euros.

— Autres flux provenant des activités de financement :

Sur l'exercice 2025, ce flux correspond notamment à l'émission des titres sur le marché de la Société de Titrisation FCT 610 pour 6 700 milliers d'euros, au démantèlement de la FCT 606 pour 21 276 milliers d'euros et aux intérêts sur emprunts FCT, et aux dettes locatives IFRS pour 635 milliers d'euros.

### III. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

#### 1. — Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

**1.1. Normes applicables et comparabilité.** — Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 <sup>ère</sup> application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	01/01/2025	Non



A noter également le règlement ANC n° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l'information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Toutes les évolutions présentées ci-dessus n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe Caisse Régionale pris dans leur ensemble.

Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe

#### **IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers.**

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, le Groupe ne prévoit pas que des instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 en viennent à échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

#### **Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025**

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

**IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers**

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne. Le Groupe n'appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut également de nouvelles exigences en matière d'agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

**Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe**

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>IAS 7</b> Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	04/12/2024	Non
<b>IAS 38</b> Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	20/03/2025	Non
<b>IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37</b> Garanties émises sur les obligations d'autres entités	20/03/2025	Non
<b>IFRS 15</b> Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20/03/2025	Non
<b>IAS 29</b> Evaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11/07/2025	Non

Toutes les évolutions présentées ci-dessus n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe Caisse Régionale pris dans leur ensemble.

**1.2. Principes et méthodes comptables.****Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers.**

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock-options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

**Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)**

**Définitions.** — La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

### Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

— Evaluation initiale : Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

— Evaluation ultérieure : Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

### Actifs financiers

— Classement et évaluation des actifs financiers : Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

- Instruments de dette :

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « **Collecte** » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;

- Le modèle « **Collecte et Vente** » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle « **Autre / Vente** » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :
- Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

		Modèles de gestion		
Instruments de dette		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

— Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

#### — Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

#### — Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

- Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

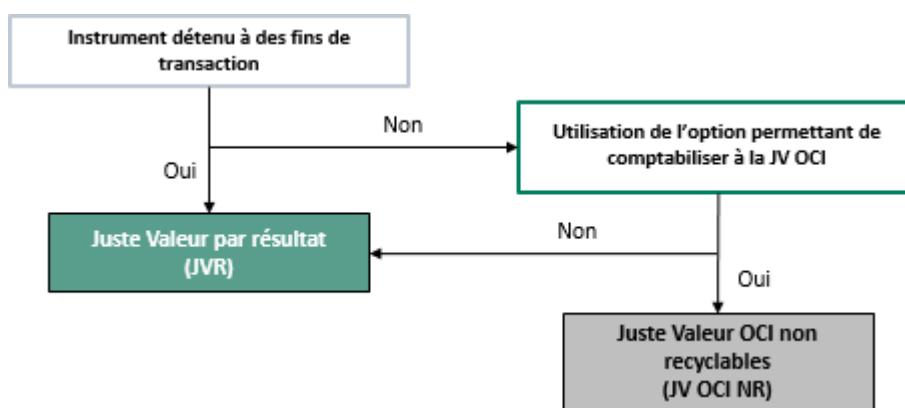
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

- Instruments de capitaux propres :

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



— **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat :**

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)**

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— **Décomptabilisation des actifs financiers**

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

— **Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)**

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

### **Passifs financiers**

— Classement et évaluation des passifs financiers :

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

#### **— Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature**

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

#### **— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option**

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

#### **— Passifs financiers évalués au coût amorti**

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **— Produits de la collecte**

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

— **Reclassement de passifs financiers** : Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

— **Distinction dettes – capitaux propres** : La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

#### **— Décomptabilisation et modification des passifs financiers**

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

**Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers.** — Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

#### Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

— Champ d'application : Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Facteurs et Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

#### — Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement :

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

- **1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) :** dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie...), la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- **2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) :** si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées comptabilise les pertes attendues à maturité.
- **3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) :** dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

— **Définition du défaut :** La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédits subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

— **La notion de perte de crédit attendue « ECL » :** L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— **Gouvernance et mesure des ECL :** La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle



d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stages 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

— **Dégradation significative du risque de crédit** : Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Stages).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (Forward Looking Central) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portfeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

#### 1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

#### 2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- a. **Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.
- b. **Trois critères absolus**. Le Groupe a défini :

- Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
- Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
- Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

### 3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution ;
- l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en - deçà duquel les expositions seront classées en Stage 1 et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Stage 3).

### — Restructurations pour cause de difficultés financières :

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risques similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

— **Irrécouvrabilité** : Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

### Instruments financiers dérivés

#### — Classement et évaluation :

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

#### — La comptabilité de couverture :

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro- couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

- Evaluation :

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

— **Dérivés incorporés** : Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

### Détermination de la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

#### — Hiérarchie de la juste valeur :

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées retient des cours mid-price comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-

Pyrénées, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### **Compensation des actifs et passifs financiers.**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### **Gains ou pertes nets sur instruments financiers.**

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

#### **Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres.**

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### **Engagements de financement et garanties financières donnés.**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

#### **Provisions (dont IAS 37).**

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)

- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.14 « Provisions ».

### Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

#### Avantages à court terme.

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

#### Avantages postérieurs à l'emploi.

— **Régimes à prestations définies** : La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement.

en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

— **Régimes à cotisations définies** : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

#### **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

#### **Indemnités de cessation d'emploi**

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

#### **Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83% pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

#### **Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.



Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

### Impôts différés

Certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
  - Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

— Plus-values sur titres : Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

— Contrats de location IFRS 16 : Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

**Risques fiscaux.** — Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

**Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 45 ans
Second œuvre	8 à 20 ans
Installations techniques	5 à 20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 ans (dégressif ou linéaire)

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

**Opérations en devises (IAS 21).**

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

### Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  - a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

### Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

**Contrats de location dont le Groupe est bailleur.** — Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » et les « immeubles de placement » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.
- Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

**Contrats de location dont le Groupe est preneur.** — Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les

loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28).**

#### **Périmètre de consolidation.**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

**Consolidation des Caisses régionales.** — Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Nord Midi-Pyrénées représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Nord Midi-Pyrénées et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

**Notions de contrôle.** — Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoints'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Méthodes de consolidation

### Méthodes de consolidation.

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les coentreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### Retraitements et éliminations.

Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

### Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

**Regroupements d'entreprises.** — Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières : « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

### **Ecart d'acquisition**

#### **— Evaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition :**

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Ecart d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

#### **— Dépréciation des écarts d'acquisition.**

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

#### **— Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition**

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

### **Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires**

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;
- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

### **Regroupements d'entreprises sous contrôle commun**

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASC 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

## 2. – Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

### **FCT Crédit Agricole Habitat 2025**

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

### **FCT Crédit Agricole Habitat 2020**

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

**Périmètre de consolidation de la Caisse Régionale.** — En complément des évolutions indiquées ci-dessus, le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale s'est élargi par l'intégration :

- de la SASU NMP Forêts, filiale à 100% de la Caisse Régionale, suite au dépassement des seuils de consolidation. Cette filiale a pour activité l'acquisition et la gestion de massifs forestiers sur notre territoire,
- de la SCI NMP RLP, filiale à 100% de la SAS NMP IMMO, elle-même filiale de la Caisse Régionale. Cette SCI a été créée en fin d'année 2025 afin d'acquérir un immeuble parisien.

**Avance consentie à la SAS Rue de La Boétie :** — Fin avril 2025, une avance a été consentie à la SAS Rue de la Boétie pour 16.6 M€. Cette avance a fait l'objet d'une capitalisation à hauteur de 11.8 M€ et d'un remboursement pour le solde soit 4.8 M€ en juin 2025.

**Renouvellement de la Convention d'intégration fiscale Groupe Crédit Agricole.** — Dans le cadre du renouvellement de la Convention d'intégration fiscale au niveau du Groupe Crédit Agricole, les Caisses Régionales sont amenées à prendre en charge une quote-part de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises réglée par le Groupe Crédit Agricole SA. A ce titre, la Caisse Régionale a comptabilisé une charge d'Impôt sur les Sociétés complémentaire de 3.2 M€.

**IAS 19 – Engagements sociaux.** — Le taux Iboxx du 31 décembre 2025 s'établit à 3,96%. A partir de l'exercice 2025 et dans un souci d'efficacité opérationnelle, la Caisse Régionale retient désormais le taux Iboxx au 30 novembre 2025 (3,79%) afin de déterminer le montant actualisé de ses engagements sociaux. L'impact de la variation de l'indice est jugé non significatif au regard de la nature et de la maturité de ses engagements.

**Indemnités de Fin de Carrière (IFC).** — La Caisse Régionale a réexaminé au cours de l'année 2025 la Convention d'assurance collective d'indemnités de fin de carrière conclue avec PREDICA en 2004.

A ce titre, au regard de sa position excédentaire (le montant du fonds excédait la dette actuarielle), la Caisse Régionale a décidé de demander auprès de PREDICA un remboursement d'Indemnités de Fin de Carrière représentant un montant de 7.1 M€ pour revenir à une situation équilibrée.

**Programme de rénovation de l'immobilier.** — Depuis 2022, la Caisse Régionale a lancé un vaste programme de rénovation / construction de ses 4 sites administratifs et de ses agences, répartis sur le territoire.

Suite à la mise en service d'une partie des bâtiments construits / rénovés, le poste immobilisations corporelles, au bilan actif de la Caisse Régionale, a augmenté de +20 M€ au 31/12/2025.

Par ailleurs, ces travaux ayant mis en évidence la présence d'amiante dans certains bâtiments, des travaux de désamiantage seront nécessaires. Conformément à la réglementation comptable applicable, les dépenses à engager ont été provisionnées à hauteur de 5.1 M€.

### **Provision pour Risques Opérationnels (ROP) et en lien avec la Sécurité des Systèmes d'Information (SSI)**

La méthodologie de détermination des provisions en lien avec les risques opérationnels et la sécurité des systèmes d'information a évolué sur l'exercice 2025.

Initialement basée sur une cartographie des risques et de scénarios de risques informatiques et informationnels, elle est, désormais, assise sur des critères objectifs (encours de crédit, nombre de clients...) propres à la Caisse Régionale notamment et en lien avec ses historiques d'événements opérationnels.

Ainsi, au 31 décembre 2025, le stock de provisions ROP/SSI s'élève à 19.5 M€, après une reprise de provision réalisée sur l'exercice de 13.5 M€.

**Provision risque crédit sur la filière élevage bovin.** — Suite aux risques identifiés liés à la survenance de l'épidémie de Dermatozoonose Nodulaire Contagieuse impactant les élevages bovins, la Caisse Régionale a décidé de renforcer le provisionnement pour risques crédit sur cette filière, à hauteur de +12.3 M€.



**Titres SACAM International.** — Suite à l'augmentation de la valeur des titres SACAM International au 31/12/2025, la Caisse Régionale a procédé à une reprise des provisions antérieurement comptabilisées, à hauteur de 6.3 M€.

### **3. – Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.**

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées est assuré par l'unité des Contrôles Permanents. Cette unité est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

**3.1 Risque de crédit.** — (Cf. chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

**3.1.1. Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période.** — Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

— Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
<b>Au 31 décembre 2024</b>	792 639	-492	6 113	-1 854	823	-750	799 575	-3 096	796 479
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-5 023	251	5 023	-1 355				-1 104	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-5 023	251	5 023	-1 355				-1 104	
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
<b>Total après transferts</b>	<b>787 616</b>	<b>-241</b>	<b>11 136</b>	<b>-3 209</b>	<b>823</b>	<b>-750</b>	<b>799 575</b>	<b>-4 200</b>	<b>795 375</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>-84 526</b>	<b>-183</b>	<b>-4 082</b>	<b>1 827</b>	<b>-82</b>	<b>9</b>	<b>-88 690</b>	<b>1 653</b>	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	61 921	-35					61 921	-35	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-146 447	88	-4 082	15	-82	9	-150 611	112	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-236		1 812				1 576	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
<b>Total</b>	<b>703 090</b>	<b>-424</b>	<b>7 054</b>	<b>-1 382</b>	<b>741</b>	<b>-741</b>	<b>710 885</b>	<b>-2 547</b>	<b>708 338</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	3 565		-		-		3 565		
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>706 655</b>	<b>-424</b>	<b>7 054</b>	<b>-1 382</b>	<b>741</b>	<b>-741</b>	<b>714 450</b>	<b>-2 547</b>	<b>711 903</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	7 121						7 121		7 121
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre									
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	7 121						7 121		7 121
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	845						845		
Nouvelle production : achat, octroi, origination, (2)	818 704						818 704		
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-817 859						-817 859		
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
Total	7 966						7 966		7 966
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-		-		-		-		
Au 31 décembre 2025	7 966						7 966		7 966
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>14 133 207</b>	<b>-39 505</b>	<b>1 500 594</b>	<b>-94 604</b>	<b>274 226</b>	<b>-182 614</b>	<b>15 908 027</b>	<b>-316 723</b>	<b>15 591 304</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-555 033	-16 578	528 060	25 776	26 973	-16 112		-6 914	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 220 948	6 372	1 220 948	-14 944				-8 572	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	677 815	-23 143	-677 815	38 127				14 984	
Transferts vers Stage 3 (1)	-18 596	220	-26 617	3 315	45 213	-22 909		-19 374	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	6 696	-27	11 544	-722	-18 240	6 797		6 048	
<b>Total après transferts</b>	<b>13 578 174</b>	<b>-56 083</b>	<b>2 028 654</b>	<b>-68 828</b>	<b>301 199</b>	<b>-198 726</b>	<b>15 908 027</b>	<b>-323 637</b>	<b>15 584 390</b>
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	492 342	19 089	-261 426	-49 088	-45 800	24 173	185 116	-5 826	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	2 325 815	-9 357	119 609	-15 928			2 445 424	-25 285	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 821 722	6 138	-381 035	16 213	-38 775	32 253	-2 241 532	54 604	
Passages à perte					-6 588	6 141	-6 588	6 141	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières				1	-437	548	-437	549	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		22 308		-49 374		-15 860		-42 926	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	-11 751					1 091	-11 751	1 091	
<b>Total</b>	<b>14 070 516</b>	<b>-36 994</b>	<b>1 767 228</b>	<b>-117 916</b>	<b>255 399</b>	<b>-174 553</b>	<b>16 093 143</b>	<b>-329 463</b>	<b>15 763 680</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-76 558		-5 943		15 214		-67 287		
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>13 993 958</b>	<b>-36 994</b>	<b>1 761 285</b>	<b>-117 916</b>	<b>270 613</b>	<b>-174 553</b>	<b>16 025 856</b>	<b>-329 463</b>	<b>15 696 393</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les origination en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements, des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>188 010</b>	<b>-138</b>					<b>188 010</b>	<b>-138</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre								
Transferts de Stage 1 vers Stage 2								
Retour de Stage 2 vers Stage 1								
Transferts vers Stage 3 (1)								
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1								
<b>Total après transferts</b>	<b>188 010</b>	<b>-138</b>					<b>188 010</b>	<b>-138</b>
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	29 188	-25					29 188	-25
Réévaluation de juste valeur sur la période	-425						-425	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	201 440	-143					201 440	-143
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-171 827	118					-171 827	118
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période								
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
<b>Total</b>	<b>217 198</b>	<b>-163</b>					<b>217 198</b>	<b>-163</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	974		-		-		974	
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>218 172</b>	<b>-163</b>					<b>218 172</b>	<b>-163</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3. (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période. (3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)								

La valeur comptable de l'actif au Bilan est définie comme étant la juste valeur.

— **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables** : Prêts et créances sur les établissements de crédit

— Il n'y a pas d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables pour les prêts et créances sur les établissements de crédit.

— **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables** : Prêts et créances sur la clientèle :

Il n'y a pas d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables pour les prêts et créances sur la clientèle.

## — Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>968 107</b>	<b>-3 640</b>	<b>53 143</b>	<b>-2 673</b>	<b>9 973</b>	<b>-8 939</b>	<b>1 031 223</b>	<b>-15 252</b>	<b>1 015 971</b>
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-21 695	35	21 067	-73	628	-177		-215	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-41 804	430	41 804	-596				-166	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	20 552	-394	-20 552	522				128	
Transferts vers Stage 3 (1)	-594	3	-284	7	878	-309		-299	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	151	-4	99	-6	-250	132		122	
<b>Total après transferts</b>	<b>946 412</b>	<b>-3 605</b>	<b>74 210</b>	<b>-2 746</b>	<b>10 601</b>	<b>-9 116</b>	<b>1 031 223</b>	<b>-15 467</b>	<b>1 015 756</b>
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	141 013	423	-4 108	-1 279	-186	3 523	136 719	2 667	
Nouveaux engagements donnés (2)	631 099	-1 611	25 332	-2 349			656 431	-3 960	
Extinction des engagements	-490 086	1 750	-29 440	2 533	-6 283	5 047	-525 809	9 330	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		284		-1 463		-1 524		-2 703	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres					6 097		6 097		
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>1 087 425</b>	<b>-3 182</b>	<b>70 102</b>	<b>-4 025</b>	<b>10 415</b>	<b>-5 593</b>	<b>1 167 942</b>	<b>-12 800</b>	<b>1 155 142</b>
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.									

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :**

(En milliers d'Euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>267 827</b>	<b>-1 721</b>	<b>13 621</b>	<b>-4 106</b>	<b>3 273</b>	<b>-2 750</b>	<b>284 721</b>	<b>-8 577</b>	<b>276 144</b>
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	450	-816	-730	1 036	280	-56		164	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-4 678	133	4 678	-586				-453	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	5 205	-953	-5 205	1 602				649	
Transferts vers Stage 3 (1)	-90	5	-203	20	293	-59		-34	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	13	-1			-13	3		2	
<b>Total après transferts</b>	<b>268 277</b>	<b>-2 537</b>	<b>12 891</b>	<b>-3 070</b>	<b>3 553</b>	<b>-2 806</b>	<b>284 721</b>	<b>-8 413</b>	<b>276 308</b>
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	26 011	1 124	720	-483	-636	479	26 095	1 120	
Nouveaux engagements donnés (2)	62 983	-372	1 635	-719			64 618	-1 091	
Extinction des engagements	-36 972	413	-915	182	-636	499	-38 523	1 094	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		1 083		54		-20		1 117	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres									
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>294 288</b>	<b>-1 413</b>	<b>13 611</b>	<b>-3 553</b>	<b>2 917</b>	<b>-2 327</b>	<b>310 816</b>	<b>-7 293</b>	<b>303 523</b>
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.									

**3.1.2. Exposition maximale au risque de crédit.** — L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

— Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	137 810	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	23 814					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	113 996					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	54 818					
Total	192 628					

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	126 131	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	21 973					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	104 158					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	45 482					
Total	171 613					



— Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>218 172</b>					
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>						
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>						
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>						
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>						
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>						
<i>Titres de dettes</i>	218 172					
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>						
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>16 416 263</b>		<b>4 116 549</b>	<b>787 536</b>	<b>5 246 411</b>	
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	96 060		20 288	3 473	53 126	
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)</i>	7 966	-	-	-	-	-
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>						
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	15 696 393		4 116 549	787 536	5 246 411	
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	96 060		20 288	3 473	53 126	
<i>Titres de dettes</i>	711 904					
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>						
<b>Total</b>	<b>16 634 435</b>		<b>4 116 549</b>	<b>787 536</b>	<b>5 246 411</b>	
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	96 060		20 288	3 473	53 126	

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b> <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i> Prêts et créances sur les établissements de crédit <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i> Prêts et créances sur la clientèle <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i> Titres de dettes <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	188 010					
<b>Actifs financiers au coût amorti</b> <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i> Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole) <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i> Prêts et créances sur la clientèle <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i> Titres de dettes <i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	16 394 904 91 685 7 121 15 591 304 91 612 796 479 73	- - -	4 200 362 18 230 - 4 200 362 18 230	704 429 4 170 - 704 429 4 170	5 181 550 54 539 - 5 181 550 54 539	- - -
<b>Total</b>	<b>16 582 914</b>		<b>4 200 362</b>	<b>704 429</b>	<b>5 181 550</b>	
<i>dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	91 685		18 230	4 170	54 539	

— Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) <i>dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	303 523 590	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) <i>dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	1 155 142 4 822	-	55 633 30	73 684 445	107 551 1 985	-
<b>Total</b>	<b>1 458 665</b>		<b>55 633</b>	<b>73 684</b>	<b>107 551</b>	
<i>dont : engagements provisionnés en date de clôture</i>	5 412		30	445	1 985	

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit			
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	
<b>Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	276 144	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	523				
<b>Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	1 015 971	-	38 390	43 743	90 573
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 034		3	308	1 923
<b>Total</b>	<b>1 292 115</b>		<b>38 390</b>	<b>43 743</b>	<b>90 573</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 557		3	308	1 923

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

**Actifs financiers modifiés.** — Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", Chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'Euros)	2025		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>			<b>7 127</b>
Valeur comptable brute avant modification			7 564
Gains ou pertes nets de la modification			-437
<b>Titres de dettes</b>			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
<b>Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période</b>	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	
Titres de dettes	
<b>Total</b>	

### 3.1.4. Concentrations du risque de crédit.

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédits sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15% au 31.12.2025.

— Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	8 528 303	-3 622	254 430	-3 229			8 775 882
	0,5% < PD ≤ 2%	915 980	-3 768	410 694	-9 778			1 313 128
	2% < PD ≤ 15%	400 254	-5 698	572 388	-40 863			926 081
	15% < PD < 100%			124 317	-21 047			103 270
	PD = 100%					198 690	-125 800	72 890
Total Clientèle de détail		9 844 537	-13 088	1 361 829	-74 917	198 690	-125 800	11 191 251
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 569 992	-5 067	53 737	-3 850			3 614 812
	0,6% < PD < 12%	1 294 050	-19 263	282 073	-23 822			1 533 038
	12% ≤ PD < 100%			70 700	-16 709			53 991
	PD = 100%					72 664	-49 494	23 170
Total Hors clientèle de détail		4 864 042	-24 330	406 510	-44 381	72 664	-49 494	5 225 011
Total		14 708 579	-37 417	1 768 339	-119 298	271 354	-175 294	16 416 263

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	8 764 584	-4 164	167 595	-1 511			8 926 504
	0,5% < PD ≤ 2%	963 882	-4 241	405 654	-10 183			1 355 112
	2% < PD ≤ 20%	453 411	-8 636	502 900	-43 803			903 872
	20% < PD < 100%			13 809	-2 462			11 347
	PD = 100%					197 308	-130 541	66 767
Total Clientèle de détail		10 181 877	-17 041	1 089 958	-57 959	197 308	-130 541	11 263 602
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 557 828	-5 076	39 901	-3 281			3 589 372
	0,6% < PD < 12%	1 193 262	-17 881	311 161	-21 573			1 464 969
	12% ≤ PD < 100%			65 687	-13 646			52 041
	PD = 100%					77 741	-52 823	24 918
Total Hors clientèle de détail		4 751 090	-22 957	416 749	-38 500	77 741	-52 823	5 131 300
Total		14 932 967	-39 997	1 506 707	-96 458	275 049	-183 364	16 394 904

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(en milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%							
	0,5% < PD ≤ 2%							
	2% < PD ≤ 15%							
	15% < PD < 100%							
	PD = 100%							
Total Clientèle de détail								
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	218 335	-163					218 172
	0,6% < PD < 12%							
	12% ≤ PD < 100%							
	PD = 100%							
Total Hors clientèle de détail		218 335	-163					218 172
Total		218 335	-163					218 172

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%							
	0,5% < PD ≤ 2%					-	-	
	2% < PD ≤ 20%							
	20% < PD < 100%							
	PD = 100%							
Total Clientèle de détail								
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	188 148	-138					188 010
	0,6% < PD < 12%					-	-	
	12% ≤ PD < 100%							
	PD = 100%							
Total Hors clientèle de détail		188 148	-138					188 010
Total		188 148	-138					188 010

La valeur comptable de l'actif au bilan est définie comme étant la juste valeur.

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	410 380	-331	2 837	-12			412 874
	0,5% < PD ≤ 2%	62 992	-531	9 943	-123			72 281
	2% < PD ≤ 15%	30 207	-725	18 661	-1 702			46 441
	15% < PD < 100%			4 710	-844			3 866
	PD = 100%					7 628	-2 960	4 668
Total Clientèle de détail		503 579	-1 587	36 151	-2 681	7 628	-2 960	540 130
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	402 169	-437	5 480	-25			407 187
	0,6% < PD < 12%	181 677	-1 158	18 658	-525			198 652
	12% ≤ PD < 100%			9 813	-794			9 019
	PD = 100%					2 787	-2 633	154
Total Hors clientèle de détail		583 846	-1 595	33 951	-1 344	2 787	-2 633	615 012
Total		1 087 425	-3 182	70 102	-4 025	10 415	-5 593	1 155 142

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements s soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	390 028	-320	2 199	-12			391 895
	0,5% < PD ≤ 2%	50 495	-349	4 220	-54			54 312
	2% < PD ≤ 20%	37 015	-1 014	12 982	-1 437			47 546
	20% < PD < 100%			554	-89			465
	PD = 100%					3 647	-2 450	1 197
Total Clientèle de détail		477 538	-1 683	19 955	-1 592	3 647	-2 450	495 415
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	330 083	-545	1 871	-4			331 405
	0,6% < PD < 12%	160 486	-1 412	28 908	-808			187 174
	12% ≤ PD < 100%			2 409	-269			2 140
	PD = 100%					6 326	-6 489	-163
Total Hors clientèle de détail		490 569	-1 957	33 188	-1 081	6 326	-6 489	520 556
Total		968 107	-3 640	53 143	-2 673	9 973	-8 939	1 015 971
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.								

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements s (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	13 381	-17	279	-7			13 636
	0,5% < PD ≤ 2%	3 952	-29	1 427	-544			4 806
	2% < PD ≤ 15%	810	-19	2 235	-367			2 659
	15% < PD < 100%			515	-122			393
	PD = 100%					481	-362	119
Total Clientèle de détail		18 143	-65	4 456	-1 040	481	-362	21 613
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	208 901	-254	58				208 705
	0,6% < PD < 12%	67 244	-1 094	5 974	-1 245			70 879
	12% ≤ PD < 100%			3 123	-1 268			1 855
	PD = 100%					2 436	-1 965	471
Total Hors clientèle de détail		276 145	-1 348	9 155	-2 513	2 436	-1 965	281 910
TOTAL		294 288	-1 413	13 611	-3 553	2 917	-2 327	303 523
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.								

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	14 527	-29	75				14 573
	0,5% < PD ≤ 2%	3 212	-53	248	-21			3 386
	2% < PD ≤ 20%	2 792	-122	1 797	-614			3 853
	20% < PD < 100%			8	-4			4
	PD = 100%					889	-655	234
Total Clientèle de détail		20 531	-204	2 128	-639	889	-655	22 050
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	194 056	-334	31				193 753
	0,6% < PD < 12%	53 240	-1 183	9 809	-3 136			58 730
	12% ≤ PD < 100%			1 653	-331			1 322
	PD = 100%					2 384	-2 095	289
Total Hors clientèle de détail		247 296	-1 517	11 493	-3 467	2 384	-2 095	254 094
TOTAL		267 827	-1 721	13 621	-4 106	3 273	-2 750	276 144
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.								

Concentrations du risque de crédit par agent économique :

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique :

Il n'y a pas d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2025 tout comme au 31 décembre 2024.

— Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	1 599 102	-1 105	15 816	-154			1 614 918	1 689 650	-1 120	3 712	-46			1 693 362
Banques centrales														
Etablissements de crédit	188 465	-103			741	-741	189 206	179 622	-128			793	-748	180 415
Grandes entreprises	3 076 475	-23 122	390 694	-44 227	71 923	-48 753	3 539 092	2 881 818	-21 709	413 037	-38 454	76 948	-52 075	3 371 803
Clientèle de détail	9 844 537	-13 087	1 361 829	-74 917	198 690	-125 800	11 405 058	10 181 877	-17 040	1 089 958	-57 958	197 308	-130 541	11 469 143
Total	14 708 579	-37 417	1 768 339	-119 298	271 354	-175 294	16 748 272	14 932 967	-39 997	1 506 707	-96 458	275 049	-183 364	16 714 723



— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI – Stage 2			
Administration générale	26 539	-20	-	-	-	-	26 539	60 039	-34	-	-	-	-	60 039
Banques centrales	4 255	-4	-	-	-	-	4 255	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	37 757	-39	-	-	-	-	37 757	27 196	-32	-	-	-	-	27 196
Grandes entreprises	149 621	-100	-	-	-	-	149 621	100 775	-72	-	-	-	-	100 775
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	218 172	-163	-	-	-	-	218 172	188 010	-138	-	-	-	-	188 010

— Dettes envers la clientèle par agent économique :

(En milliers d'Euros)		31/12/2025	31/12/2024
Administration générale		17 028	22 976
Grandes entreprises		2 651 969	2 587 686
Clientèle de détail		4 825 183	4 706 797
Total Dettes envers la clientèle		7 494 180	7 317 459

— Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	92 463	-28	-	-	-	-	92 463	26 207	-22	-	-	-	-	26 207
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	491 383	-1 567	33 951	-1 344	2 787	-2 633	528 121	464 362	-1 935	33 188	-1 081	6 326	-6 489	503 876
Clientèle de détail	503 579	-1 587	36 151	-2 681	7 628	-2 960	547 358	477 538	-1 683	19 955	-1 592	3 647	-2 450	501 140
Total	1 087 425	-3 182	70 102	-4 025	10 415	-5 593	1 167 942	968 107	-3 640	53 143	-2 673	9 973	-8 939	1 031 223

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagem ents provisi onnés (Stage 3)	Provisi ons sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagem ents provisi onnés (Stage 3)	Provisi ons sur engagem ents (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisi ons sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisi ons sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagem ents soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisi ons sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisi ons sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	20 699	-	-	-	-	-	20 699	10 074	-	-	-	-	-	10 074
Grandes entreprises	255 446	-1 348	9 155	-2 513	2 436	-1 965	267 037	237 222	-1 517	11 493	-3 467	2 384	-2 095	251 099
Clientèle de détail	18 143	-65	4 456	-1 040	481	-362	23 080	20 531	-204	2 128	-639	889	-655	23 548
Total	294 288	-1 413	13 611	-3 553	2 917	-2 327	310 816	267 827	-1 721	13 621	-4 106	3 273	-2 750	284 721
(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.														

Concentrations du risque de crédit par zone géographique.

— Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025					Au 31 décembre 2024				
	Valeur comptable					Valeur comptable				
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			
France (y compris DROM- COM)	14 503 973	1 753 935	270 224	16 528 132		14 746 477	1 503 608	273 863	16 523 948	
Autres pays de l'Union européenne	116 886	9 624	12	126 522		117 400	2 423	17	119 840	
Autres pays d'Europe	24 311	1 661	338	26 310		27 037	210	368	27 615	
Amérique du Nord	11 303	367	741	12 411		9 222	35	754	10 011	
Amériques centrale et du Sud	119	58	-	177		240	-	-	240	
Afrique et Moyen-Orient	2 105	1 945	-	4 050		4 383	199	8	4 590	
Asie et Océanie (hors Japon)	5 891	749	39	6 679		6 275	232	39	6 546	
Japon	-	-	-	-		-	-	-	-	
Organismes supra- nationaux	43 991	-	-	43 991		21 933	-	-	21 933	
Dépréciations	-37 417	-119 298	-175 294	-332 009		-39 997	-96 458	-183 364	-319 819	
Total	14 671 162	1 649 041	96 060	16 416 263		14 892 970	1 410 249	91 685	16 394 904	

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM- COM)	95 050	-	-	95 050	80 061	-	-	80 061
Autres pays de l'Union européenne	97 233	-	-	97 233	83 599	-	-	83 599
Autres pays d'Europe	21 634	-	-	21 634	16 083	-	-	16 083
Amérique du Nord	4 255	-	-	4 255	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra- nationaux	-	-	-	-	8 267	-	-	8 267
<b>Total</b>	<b>218 172</b>			<b>218 172</b>	<b>188 010</b>			<b>188 010</b>

— Dettes envers la clientèle par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	7 450 775	7 271 736
Autres pays de l'Union européenne	17 586	15 150
Autres pays d'Europe	10 972	17 142
Amérique du Nord	5 714	4 782
Amériques centrale et du Sud	835	902
Afrique et Moyen-Orient	5 116	4 805
Asie et Océanie (hors Japon)	2 850	2 640
Japon	332	302
Organismes supra-nationaux		
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>7 494 180</b>	<b>7 317 459</b>

— Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM- COM)	1 086 806	70 067	10 414	1 167 287	965 725	53 097	9 973	1 028 795
Autres pays de l'Union européenne	248	5	-	253	1 576	11	-	1 587
Autres pays d'Europe	228	18	-	246	573	19	-	592
Amérique du Nord	70	9	1	80	119	7	-	126
Amériques centrale et du Sud	6	-	-	6	6	-	-	6
Afrique et Moyen-Orient	41	-	-	41	82	5	-	87
Asie et Océanie (hors Japon)	24	3	-	27	26	4	-	30
Japon	2	-	-	2	-	-	-	-
Organismes supra- nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-3 182	-4 025	-5 593	-12 800	-3 640	-2 673	-8 939	-15 252
<b>Total</b>	<b>1 084 243</b>	<b>66 077</b>	<b>4 822</b>	<b>1 155 142</b>	<b>964 467</b>	<b>50 470</b>	<b>1 034</b>	<b>1 015 971</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM- COM)	294 029	13 611	2 917	310 557	267 318	13 621	3 273	284 212
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	259			259	509			509
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon								
Organismes supra- nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-1 413	-3 553	-2 327	-7 293	-1 721	-4 106	-2 750	-8 577
Total	292 875	10 058	590	303 523	266 106	9 515	523	276 144

( 1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### 3.1.5. Information sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement :

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2025								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<b>Titres de dettes</b>									
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
<b>Prêts et créances</b>	<b>91 456</b>	<b>2 078</b>		<b>36 120</b>	<b>5 819</b>		<b>4 554</b>	<b>3 599</b>	<b>33 546</b>
Administration générale	20 246								
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	53 581	1 152		7 893	941		522	115	9 337
Clientèle de détail	17 629	926		28 227	4 878		4 032	3 484	24 209
<b>Total</b>	<b>91 456</b>	<b>2 078</b>		<b>36 120</b>	<b>5 819</b>		<b>4 554</b>	<b>3 599</b>	<b>33 546</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes									45
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									45
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	92 243	4 312		49 889	4 957		4 262	6 292	27 480
Administration générale	16 698								
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	43 078	3 213		15 832	483		815	3 332	5 940
Clientèle de détail	32 467	1 099		34 057	4 474		3 447	2 960	21 540
Total	92 243	4 312		49 889	4 957		4 262	6 292	27 525

**3.2. Expositions au risque souverain.** — Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées au risque souverain sont les suivantes :

— Activité bancaire :

31/12/2025 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne							
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche							
Belgique				5 728	5 728		5 728
Brésil							
Chine							
Egypte							
Espagne							
Etats-Unis							
France			25 306	169 453	194 759		194 759
Hong Kong							
Israël							
Italie							
Japon							
Liban							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Taiwan							
Turquie							
Ukraine							
Autres pays souverains							
<b>Total</b>			<b>25 306</b>	<b>175 181</b>	<b>200 487</b>		<b>200 487</b>

31/12/2024 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne				6 298	6 298		6 298
Arabie Saoudite							
Argentine							
Autriche			5 345		5 345		5 345
Belgique			8 927	10 434	19 361		19 361
Brésil							
Chine							
Egypte							
Espagne							
Etats-Unis							
France			36 267	224 123	260 390		260 390
Hong Kong							
Israël							
Italie							
Japon							
Liban							
Pologne							
Royaume-Uni							
Russie							
Taiwan							
Turquie							
Ukraine							
Autres pays souverains			8 270		8 270		8 270
<b>Total</b>			<b>58 809</b>	<b>240 855</b>	<b>299 664</b>		<b>299 664</b>

**3.3 Risque de marché.**

(Cf. Rapport de gestion 5.3.5)

**Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle.** — La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture — juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 433	8 636	44 749	54 818
Instruments de devises				
Autres instruments				
<b>Sous-total</b>	<b>1 433</b>	<b>8 636</b>	<b>44 749</b>	<b>54 818</b>
Opérations de change à terme				
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>1 433</b>	<b>8 636</b>	<b>44 749</b>	<b>54 818</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	3 853	6 202	35 427	45 482
Instruments de devises				
Autres instruments				
<b>Sous-total</b>	<b>3 853</b>	<b>6 202</b>	<b>35 427</b>	<b>45 482</b>
Opérations de change à terme				
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>3 853</b>	<b>6 202</b>	<b>35 427</b>	<b>45 482</b>

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	3 207	8 238	48 862	60 307
Instruments de devises				
Autres instruments				
<b>Sous-total</b>	<b>3 207</b>	<b>8 238</b>	<b>48 862</b>	<b>60 307</b>
Opérations de change à terme				
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>3 207</b>	<b>8 238</b>	<b>48 862</b>	<b>60 307</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	522	15 707	57 509	73 738
Instruments de devises				
Autres instruments				
<b>Sous-total</b>	<b>522</b>	<b>15 707</b>	<b>57 509</b>	<b>73 738</b>
Opérations de change à terme				
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>522</b>	<b>15 707</b>	<b>57 509</b>	<b>73 738</b>

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	7	895	21 122	22 024
Instruments de devises et or	412	16		428
Autres instruments	1 169			1 169
<b>Sous-total</b>	<b>1 588</b>	<b>911</b>	<b>21 122</b>	<b>23 621</b>
Opérations de change à terme	193			193
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>1 781</b>	<b>911</b>	<b>21 122</b>	<b>23 814</b>



(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 382	552	16 919	18 853
Instruments de devises et or	1 165	95		1 260
Autres instruments	872			872
<b>Sous-total</b>	<b>3 419</b>	<b>647</b>	<b>16 919</b>	<b>20 985</b>
Opérations de change à terme	988			988
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>4 407</b>	<b>647</b>	<b>16 919</b>	<b>21 973</b>

— Instruments dérivés de transaction — juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	7	895	19 635	20 537
Instruments de devises et or	412	16		428
Autres instruments	235	500		735
<b>Sous-total</b>	<b>654</b>	<b>1 411</b>	<b>19 635</b>	<b>21 700</b>
Opérations de change à terme	177			177
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>831</b>	<b>1 411</b>	<b>19 635</b>	<b>21 877</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	113	551	15 961	16 625
Instruments de devises et or	1 165	95		1 260
Autres instruments	169	1 081		1 250
<b>Sous-total</b>	<b>1 447</b>	<b>1 727</b>	<b>15 961</b>	<b>19 135</b>
Opérations de change à terme	924			924
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>2 371</b>	<b>1 727</b>	<b>15 961</b>	<b>20 059</b>

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	3 545 053	3 470 053
Instruments de devises et or	127 185	307 484
Autres instruments	21 862	21 862
<b>Sous-total</b>	<b>3 694 100</b>	<b>3 799 399</b>
Opérations de change à terme	21 414	89 962
<b>Total Notionnels</b>	<b>3 715 514</b>	<b>3 889 361</b>

Pour nous rapprocher des pratiques appliquées par les autres banques françaises, la présentation des opérations de change a évolué au 31/12/2025 :

- Au 31/12/2024, les deux jambes des dérivés de change étaient retenues dans les montants présentés dans cette annexe.
- A compter du 31/12/2025, seule la jambe représentative des engagements donnés est indiquée.

Suivant cette pratique, l'encours notionnel des options de change aurait été de 153 742 milliers d'euros et celui des opérations de change à terme de 44 949 milliers d'euros au 31/12/2024.

**Risque de change.** — (Cf. Rapport de gestion 5.3)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'est pas exposée au risque de change. Les opérations figurant au bilan en devises autres que de l'euro sont strictement retournées auprès de Crédit Agricole S.A. et la position de change est nulle.

### 3.4. Risque de liquidité et de financement. — (Cf. Rapport de gestion 5.3)

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	650 899	145 410	2 780 880	354 437	-	3 931 626
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	787 175	1 376 580	5 445 127	8 402 373	14 601	16 025 856
<b>Total</b>	<b>1 438 074</b>	<b>1 521 990</b>	<b>8 226 007</b>	<b>8 756 810</b>	<b>14 601</b>	<b>19 957 482</b>
Dépréciations						-329 463
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>19 628 019</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	482 267	147 720	2 168 205	406 499	276	3 204 967
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	831 758	1 351 293	5 347 620	8 364 595	12 761	15 908 027
<b>Total</b>	<b>1 314 025</b>	<b>1 499 013</b>	<b>7 515 825</b>	<b>8 771 094</b>	<b>13 037</b>	<b>19 112 994</b>
Dépréciations						-316 723
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>18 796 271</b>

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 096 523	2 041 650	5 259 240	3 386 426	-	11 783 839
Dettes envers la clientèle	6 209 825	116 794	1 114 758	52 803		7 494 180
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>7 306 348</b>	<b>2 158 444</b>	<b>6 373 998</b>	<b>3 439 229</b>		<b>19 278 019</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	728 077	2 006 663	5 408 867	2 974 220	-	11 117 827
Dettes envers la clientèle	6 284 616	332 786	639 677	60 380		7 317 459
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>7 012 693</b>	<b>2 339 449</b>	<b>6 048 544</b>	<b>3 034 600</b>		<b>18 435 286</b>

— Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre :</b>						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables						
Emprunts obligataires	127			32 004		32 131
Autres dettes représentées par un titre						
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>127</b>			<b>32 004</b>		<b>32 131</b>
<b>Dettes subordonnées :</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
<b>Total Dettes subordonnées</b>						

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre :</b>						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables						
Emprunts obligataires	273			46 580		46 853
Autres dettes représentées par un titre						
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>273</b>			<b>46 580</b>		<b>46 853</b>
<b>Dettes subordonnées :</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
<b>Total Dettes subordonnées</b>						

**Garanties financières en risque données par maturité attendue.** — Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1 419	1 579				2 998

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1 585					1 585

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

**3.5. Comptabilité de couverture.** — (Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

— **Couverture de juste valeur :** Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

— **Couverture de flux de trésorerie :** Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

— **Couverture d'un investissement net en devise :** Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

— **Instruments dérivés de couverture :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	54 818	60 307	2 957 971	45 482	73 738	2 681 311
Couverture de flux de trésorerie						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	<b>54 818</b>	<b>60 307</b>	<b>2 957 971</b>	<b>45 482</b>	<b>73 738</b>	<b>2 681 311</b>

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

— **Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels) :**

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	521 341	1 135 136	1 301 494	2 957 971
Instruments de devises				
Autres instruments				
<b>Sous-total</b>	<b>521 341</b>	<b>1 135 136</b>	<b>1 301 494</b>	<b>2 957 971</b>
Opérations de change à terme				
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	<b>521 341</b>	<b>1 135 136</b>	<b>1 301 494</b>	<b>2 957 971</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	425 349	948 740	1 307 222	2 681 311
Instruments de devises				
Autres instruments				
<b>Sous-total</b>	<b>425 349</b>	<b>948 740</b>	<b>1 307 222</b>	<b>2 681 311</b>
Opérations de change à terme				
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	<b>425 349</b>	<b>948 740</b>	<b>1 307 222</b>	<b>2 681 311</b>

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

### Couverture de juste valeur :

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	29 086	7 607	9 675	494 550	24 178	11 013	-6 683	386 032
Taux d'intérêt	29 086	7 607	9 675	494 550	24 178	11 013	-6 683	386 032
Change								
Autres								
Total des micro-couvertures de juste valeur	29 086	7 607	9 675	494 550	24 178	11 013	-6 683	386 032
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	25 732	52 700	15 050	2 463 421	21 304	62 725	-33 887	2 295 279
Total couverture de juste valeur	54 818	60 307	24 725	2 957 971	45 482	73 738	-40 570	2 681 311

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Eléments couverts :

Micro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	97 587	10 837		-1 619	43 465	715		624
Taux d'intérêt	97 587	10 837		-1 619	43 465	715		624
Change								
Autres								
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	387 689	-20 111	-685	-7 885	329 598	-13 684	773	5 974
Taux d'intérêt	387 689	-20 111	-685	-7 885	329 598	-13 684	773	5 974
Change								
Autres								
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>485 276</b>	<b>-9 274</b>	<b>-685</b>	<b>-9 504</b>	<b>373 063</b>	<b>-12 969</b>	<b>773</b>	<b>6 598</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 843 595		1 630 858	
<b>Total - Actifs</b>	<b>1 843 595</b>		<b>1 630 858</b>	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	567 670	-885	639 355	-347
<b>Total - Passifs</b>	<b>567 670</b>	<b>-885</b>	<b>639 355</b>	<b>-347</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Résultat de la comptabilité de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	24 725	-24 274	451	-40 570	40 420	-150
Change						
Autres						
<b>Total</b>	<b>24 725</b>	<b>-24 274</b>	<b>451</b>	<b>-40 570</b>	<b>40 420</b>	<b>-150</b>

#### Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger.

— Instruments dérivés de couverture :

Il n'y a pas de couverture de flux de trésorerie ni d'investissements à l'étranger au 31 décembre 2025.

#### 3.6. Risques opérationnels. (Cf. Rapport de gestion 5.3.8)

**3.7. Gestion du capital et ratios réglementaires.** — La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques ».

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué unique en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs et Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

#### 4. – Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

##### 4.1. Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Sur les actifs financiers au coût amorti</b>	<b>486 101</b>	<b>469 609</b>
Opérations avec les établissements de crédit	3 894	9 337
Opérations internes au Crédit Agricole	120 121	115 411
Opérations avec la clientèle	353 934	335 130
Opérations de location-financement		
Titres de dettes	8 152	9 731
<b>Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>5 972</b>	<b>4 013</b>
Opérations avec les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	5 972	4 013
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	69 915	80 072
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Produits d'intérêts (1) (2) (3)</b>	<b>561 988</b>	<b>553 694</b>
<b>Sur les passifs financiers au coût amorti</b>	<b>-355 447</b>	<b>-370 045</b>
Opérations avec les établissements de crédit	-362	-2 852
Opérations internes au Crédit Agricole	-300 218	-297 449
Opérations avec la clientèle	-54 016	-67 955
Opérations de location-financement		
Dettes représentées par un titre	-851	-1 789
Dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-77 074	-53 136
Autres intérêts et charges assimilées	-60	-9
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-432 581</b>	<b>-423 190</b>
(1) dont 5 241 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 5 820 milliers d'euros au 31 décembre 2024.		
(2) dont 194 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2025 contre 585 milliers d'euros au 31 décembre 2024. [Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]		
(3) Au 31 décembre 2024, un produit de 24 500 milliers d'euros et une charge de 31 300 milliers d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 4.2 des présents comptes consolidés). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.		

##### 4.2. Produits et charges de commissions :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	836	-195	641	1 461	-177	1 284
Sur opérations internes au Crédit Agricole	4 269	-3 054	1 215	29 549	-34 263	-4 714
Sur opérations avec la clientèle	9 028	-768	8 260	8 637	-809	7 828
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	139		139	151		151
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	82		82	45		45
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	233 180	-23 252	209 928	221 244	-19 093	202 151
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	2 918		2 918	2 841		2 841
<b>Total Produits et charges de commissions (1)</b>	<b>250 452</b>	<b>-27 269</b>	<b>223 183</b>	<b>263 928</b>	<b>-54 342</b>	<b>209 586</b>
(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intègrent un produit de 24 500 milliers d'euros et une charge de 31 300 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.						
"Au 31 décembre 2024, les services extérieurs et autres charges générales d'exploitation intégraient 2,3 M€ de commissions sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers. Ces dernières ont été reclassées sur l'exercice 2025 sans incidence significative sur le compte de résultat de la Caisse régionale, ni sur la lecture des états financiers pris dans leur ensemble.						

**4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes reçus	2 147	2 682
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	1 377	-1 193
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	47	-1 631
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	13 589	12 400
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	964	911
Résultat de la comptabilité de couverture	450	-150
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>18 574</b>	<b>13 019</b>
<i>(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).</i>		

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>139 789</b>	<b>-139 618</b>	<b>171</b>	<b>77 452</b>	<b>-77 537</b>	<b>-85</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	65 034	-74 538	-9 504	41 237	-34 639	6 598
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	74 755	-65 080	9 675	36 215	-42 898	-6 683
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>158 725</b>	<b>-158 446</b>	<b>279</b>	<b>158 293</b>	<b>-158 358</b>	<b>-65</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	72 021	-86 791	-14 770	96 109	-62 287	33 822
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	86 704	-71 655	15 049	62 184	-96 071	-33 887
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>298 514</b>	<b>-298 064</b>	<b>450</b>	<b>235 745</b>	<b>-235 895</b>	<b>-150</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

Le résultat de la comptabilité de couverture comprend les impacts de comptabilisation de :

- la provision CVA-DVA pour 6 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 5 milliers d'euros au 31 décembre 2024
- l'impact OIS-BOR pour -219 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre -156 au 31 décembre 2024.

**4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)</b>	<b>195</b>	<b>-773</b>
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) (2)	81 424	77 177
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>81 619</b>	<b>76 404</b>
<i>(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».</i>		
<i>(2) Dont dividendes SAS BOETIE pour 70 539 milliers d'euros et SACAM MUTUALISATION pour 7 541 milliers d'euros.</i>		



**4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Titres de dettes	-11	
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle		
<b>Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>		
Titres de dettes	-11	
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle		
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-11	
<b>Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)</b>	<b>-11</b>	
<i>(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque »</i>		

Au cours de la période, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a procédé à la cession d'un actif au coût amorti en date du 23 juin 2025. Il s'agit du titre d'investissement IPSOS 2.875% 18-210925 dont l'échéance était au 21 septembre 2025. Pour cette cession, une moins-value de 11k€ a été constatée et donc comptabilisée dans les comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

Cette cession, encadrée et limitée conformément à IFRS 9, ne remet pas en cause le modèle de gestion du portefeuille (dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs) auxquels les actifs financiers sont rattachés.

**4.6. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.** — La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.

**4.7. Produits (charges) nets des autres activités :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Produits nets des immeubles de placement	117	46
Autres produits (charges) nets	1 874	1 908
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>1 991</b>	<b>1 954</b>

**4.8. Charges générales d'exploitation :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-160 103	-163 405
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-5 791	-4 155
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-93 453	-86 374
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-259 347</b>	<b>-253 934</b>
<i>(1) Dont 10 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 45 milliers d'euros au 31 décembre 2024.</i>		

Au 31 décembre 2024, les services extérieurs et autres charges générales d'exploitation intégraient 2,3 M€ de commissions sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers. Ces dernières ont été reclassées sur l'exercice 2025 sans incidence significative sur le compte de résultat de la Caisse régionale, ni sur la lecture des états financiers pris dans leur ensemble.

**Honoraires des commissaires aux comptes.** — La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

Collège des Commissaires aux comptes de La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi - Pyrénées :

(En milliers d'euros hors taxes)	EY		ALBOUY		Total 2025
	2 025	2 024	2 025	2 024	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>108</b>	<b>124</b>	<b>78</b>	<b>88</b>	<b>186</b>
Emetteur	108	124	78	88	186
Filiales intégrées globalement					
<b>Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)</b>					
Emetteur					
Filiales intégrées globalement					
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>32</b>	<b>19</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>45</b>
Emetteur	32	19	13	2	45
Filiales intégrées globalement					
<b>Total</b>	<b>140</b>	<b>143</b>	<b>91</b>	<b>90</b>	<b>231</b>

Le montant total des honoraires du cabinet EY, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 140 milliers d'euros, dont 108 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et ses filiales, et 32 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires du cabinet ALBOUY, Commissaire aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 91 milliers d'euros, dont 78 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et ses filiales, et 13 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

4.9. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-17 719</b>	<b>-18 625</b>
Immobilisations corporelles (1)	-17 719	-18 625
Immobilisations incorporelles		
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>		
Immobilisations corporelles		
Immobilisations incorporelles		
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-17 719</b>	<b>-18 625</b>
<i>(1) Dont 597 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 524 milliers d'euros au 31 décembre 2024.</i>		

**4.10. Coût du risque :**

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>-20 315</b>	<b>1 332</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>3 324</b>	<b>2 616</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-24	-55
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 582	2 289
Engagements par signature	766	382
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>-23 639</b>	<b>-1 284</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-22 840	-1 229
Engagements par signature	-799	-55
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>4 880</b>	<b>10 388</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 111	6 341
Engagements par signature	3 769	4 047
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>8</b>	<b>-1</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>13 051</b>	<b>-668</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>-2 376</b>	<b>11 051</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-1 310	-359
Récupérations sur prêts et créances	325	714
comptabilisés au coût amorti	325	714
comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Décotes sur crédits restructurés	-437	-55
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes	-190	-86
Autres produits		
<b>Coût du risque</b>	<b>-3 988</b>	<b>8 025</b>

**4.11. Gains ou pertes nets sur autres actifs :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>-52</b>	<b>-2 412</b>
Plus-values de cession	128	231
Moins-values de cession	-180	-2 643
<b>Résultat de cession sur participations consolidées</b>	<b>195</b>	
Plus-values de cession	195	
Moins-values de cession		
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises</b>		
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>143</b>	<b>-2 412</b>

**4.12. Impôts :**

— Charge d'impôt :

(En millions d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt courant (1)	-34 824	-23 374
Charge d'impôt différé	7 107	1 107
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>-27 717</b>	<b>-22 267</b>
<i>(1) Dont 3 278 milliers d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).</i>		

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'est pas soumise à cette contribution exceptionnelle car son chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€. Mais du fait de la convention de régime de groupe fiscal, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées a inscrit une surcharge fiscale dans ses comptes au 31 décembre 2025 pour un montant de 3 278 milliers d'euros.

**Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté :**

— Au 31 décembre 2025:

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	173 852	25,83%	-44 906
Effet des différences permanentes		0,58%	-1 015
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		2,42%	-4 200
Effet de l'imposition à taux réduit		-0,14%	250
Changement de taux		0,00%	
Effet des autres éléments		-0,71%	1 231
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>15,94%</b>	<b>-27 717</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025. La contribution exceptionnelle est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 33 245 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

Pour toutes les différences temporelles, l'actif d'impôt différé correspondant a bien été constaté.

— Au 31 décembre 2024:

(En milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	164 521	25,83%	-42 496
Effet des différences permanentes		0,55%	-913
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,11%	-180
Effet de l'imposition à taux réduit		-0,17%	276
Changement de taux		0,00%	
Effet des autres éléments		-0,71%	1 170
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>13,53%</b>	<b>-22 267</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 22 750 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Pour toutes les différences temporelles, l'actif d'impôt différé correspondant a bien été constaté.

#### 4.13. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>999</b>	<b>3 059</b>
Ecart de réévaluation de la période	1 169	2 234
Transferts en résultat	-195	773
Autres variations	25	52
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-259	-790
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>740</b>	<b>2 269</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
<b>Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi</b>	<b>-4 696</b>	<b>1 140</b>
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en réserves		
Autres variations		
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>336 338</b>	<b>187 917</b>
Ecart de réévaluation de la période	336 328	187 917
Transferts en réserves	10	
Autres variations		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-9 140</b>	<b>-6 078</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>		
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>322 502</b>	<b>182 979</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>323 242</b>	<b>185 248</b>
Dont part du Groupe	323 242	185 248
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

**5. – Informations sectorielles.**

**Définition des secteurs opérationnels.** — L'intégralité de l'activité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées se situe dans un seul secteur et une seule zone géographique : le secteur " Banque de proximité en France ". Ceci implique que les ventilations par secteur d'activité ou zone géographique ne sont pas applicables.

**5.1. Information sectorielle par secteur opérationnel.** — Non applicable à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

**5.2. Information sectorielle par zone géographique.** — Non applicable à la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

**6. – Notes relatives au bilan.****6.1. Caisse, banques centrales :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	72 777		71 221	
Banques centrales	20 238		9 442	
<b>Valeur au bilan</b>	<b>93 015</b>		<b>80 663</b>	

**6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :**

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	23 814	21 973
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	599 928	451 169
Instruments de capitaux propres	35 013	33 299
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	564 915	417 870
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>623 742</b>	<b>473 142</b>
Dont Titres prêtés		
<i>(1) Dont 558 540 milliers d'euros d'OPC au 31 décembre 2025 contre 411 507 milliers d'euros au 31 décembre 2024</i>		

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	21 877	20 059
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>21 877</b>	<b>20 059</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. — Il n'y a pas de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2025 tout comme au 31 décembre 2024.

**6.3 Instruments dérivés de couverture.** — L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

**6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	218 172	1 553	-763	188 010	1 374	-1 568
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 499 049	1 054 022	-7 826	2 147 919	720 075	-10 217
<b>Total</b>	<b>2 717 221</b>	<b>1 055 575</b>	<b>-8 589</b>	<b>2 335 929</b>	<b>721 449</b>	<b>-11 785</b>

— Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	25 306	7	-542	58 809	115	-284
Obligations et autres titres à revenu fixe	192 866	1 546	-221	129 201	1 259	-1 284
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>218 172</b>	<b>1 553</b>	<b>-763</b>	<b>188 010</b>	<b>1 374</b>	<b>-1 568</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
<b>Total des prêts et créances</b>						
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>218 172</b>	<b>1 553</b>	<b>-763</b>	<b>188 010</b>	<b>1 374</b>	<b>-1 568</b>
Impôts sur les bénéfices		-402	199		-354	405
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)</b>		<b>1 151</b>	<b>-564</b>		<b>1 020</b>	<b>-1 163</b>

**Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables.**

— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	11 282			10 211		
Titres de participation non consolidés	2 487 767	1 054 022	-7 826	2 137 708	720 075	-10 217
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>2 499 049</b>	<b>1 054 022</b>	<b>-7 826</b>	<b>2 147 919</b>	<b>720 075</b>	<b>-10 217</b>
Impôts sur les bénéfices		-31 501			-21 149	
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>1 022 521</b>	<b>-7 826</b>		<b>698 926</b>	<b>-10 217</b>

— Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés	85		-10			
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	<b>85</b>		<b>-10</b>			
Impôts sur les bénéfices						
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>-</b>	<b>-10</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Au cours de l'exercice, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a procédé à la cession de 2 titres de participation :

- SCI SUD II dont les parts ont été cédées à la Caisse Régionale du Crédit Agricole du Languedoc.
- TGI suite à la liquidation de la société.

#### 6.5. Actifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 931 626	3 204 967
Prêts et créances sur la clientèle	15 696 393	15 591 304
Titres de dettes	711 904	796 479
<b>Valeur au bilan</b>	<b>20 339 923</b>	<b>19 592 750</b>

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Comptes et prêts	7 966	7 121
Dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	7 966	6 927
Dont comptes et prêts au jour le jour non douteux		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés		
Autres prêts et créances		
<b>Valeur brute</b>	<b>7 966</b>	<b>7 121</b>
Dépréciations		
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>7 966</b>	<b>7 121</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole :</b>		
Comptes ordinaires	540 278	371 431
Titres reçus en pension livrée		
Comptes et avances à terme	3 383 382	2 826 415
Prêts subordonnés		
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>3 923 660</b>	<b>3 197 846</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 931 626</b>	<b>3 204 967</b>



— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Opérations avec la clientèle :</b>		
Créances commerciales	11 563	13 362
Autres concours à la clientèle	15 953 499	15 816 388
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	548	548
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	14 767	13 211
Comptes ordinaires débiteurs	45 479	64 518
<b>Valeur brute</b>	<b>16 025 856</b>	<b>15 908 027</b>
Dépréciations	-329 463	-316 723
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>15 696 393</b>	<b>15 591 304</b>
<b>Opérations de location-financement :</b>		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Valeur brute</b>		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>15 696 393</b>	<b>15 591 304</b>

— Titres de dettes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	175 272	240 972
Obligations et autres titres à revenu fixe	539 178	558 603
<b>Total</b>	<b>714 450</b>	<b>799 575</b>
Dépréciations	-2 546	-3 096
<b>Valeur au bilan</b>	<b>711 904</b>	<b>796 479</b>

6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue.

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025 :

Nature des actifs transférés (En milliers d'Euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers au coût amorti	35 283	35 283			34 802	32 131	32 131			31 947	2 855			
Titres de dettes														
Prêts et créances	35 283	35 283			34 802	32 131	32 131			31 947	2 855			
Total Actifs financiers	35 283	35 283			34 802	32 131	32 131			31 947	2 855			
Opérations de location-financement														
Total actifs transférés	35 283	35 283			34 802	32 131	32 131			31 947	2 855			

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024 :

Nature des actifs transférés (En milliers d'Euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisé (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	52 250	52 250			51 407	46 853	46 853			46 466	4 941			
Titres de dettes														
Prêts et créances	52 250	52 250			51 407	46 853	46 853			46 466	4 941			
<b>Total Actifs financiers</b>	52 250	52 250			51 407	46 853	46 853			46 466	4 941			
Opérations de location-financement														
<b>Total actifs transférés</b>	52 250	52 250			51 407	46 853	46 853			46 466	4 941			

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.  
(2) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

**Titrisations.** — Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025.**

Au titre des exercices 2025 et 2024, la Caisse régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

**6.7. Passifs financiers au coût amorti :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	11 783 839	11 117 827
Dettes envers la clientèle	7 494 180	7 317 459
Dettes représentées par un titre	32 131	46 853
<b>Valeur au bilan</b>	<b>19 310 150</b>	<b>18 482 139</b>

— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Comptes et emprunts	172 478	52 243
dont comptes ordinaires créditeurs	172 061	51 869
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Total</b>	<b>172 478</b>	<b>52 243</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole :</b>		
Comptes ordinaires créditeurs		
Titres donnés en pension livrée		
Comptes et avances à terme	11 611 361	11 065 584
<b>Total</b>	<b>11 611 361</b>	<b>11 065 584</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 178 383</b>	<b>11 117 827</b>

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	5 997 479	5 852 698
Comptes d'épargne à régime spécial	75 331	74 078
Autres dettes envers la clientèle	1 421 370	1 390 683
Titres donnés en pension livrée		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>7 494 180</b>	<b>7 317 459</b>

— Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	32 131	46 853
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>32 131</b>	<b>46 853</b>

#### 6.8. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers :

— Compensation – Actifs financiers :

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	78 632		78 632	55 293	6 990	16 349
Prises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>78 632</b>	<b>-</b>	<b>78 632</b>	<b>55 293</b>	<b>6 990</b>	<b>16 349</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	67 455		67 455	54 310		13 145
Prises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>67 455</b>		<b>67 455</b>	<b>54 310</b>		<b>13 145</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

## — Compensation— Passifs financiers

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	82 184		82 184	55 293		26 891
Mises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>82 184</b>	<b>-</b>	<b>82 184</b>	<b>55 293</b>	<b>-</b>	<b>26 891</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	92 716		92 716	54 310	11 930	26 476
Mises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>92 716</b>	<b>-</b>	<b>92 716</b>	<b>54 310</b>	<b>11 930</b>	<b>26 476</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 98,85 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

**6.9. Actifs et passifs d'impôts courants et différés :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	0	9 452
Impôts différés	42 477	44 614
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>42 477</b>	<b>54 066</b>
Impôts courants	5 301	3 779
Impôts différés	737	740
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>6 038</b>	<b>4 519</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>68 602</b>	<b>435</b>	<b>67 835</b>	<b>515</b>
Charges à payer non déductibles	3 092		1 839	
Provisions pour risques et charges non déductibles	67 854		65 447	
Autres différences temporaires	-2 345	435	550	515
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-32 863</b>		<b>-23 485</b>	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-34 575	-2 866	-23 964	-2 866
Couverture de flux de trésorerie				
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 712	2 866	479	2 866
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre				
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>6 738</b>	<b>302</b>	<b>264</b>	<b>225</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>42 477</b>	<b>737</b>	<b>44 614</b>	<b>740</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

**6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers :**

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres actifs</b>	<b>126 215</b>	<b>126 253</b>
Comptes de stocks et emplois divers	1	1
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire		
Débiteurs divers (1)	126 166	126 199
Comptes de règlements	48	53
Capital souscrit non versé		
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>103 966</b>	<b>117 717</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	18 362	38 941
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits à recevoir	76 451	66 477
Charges constatées d'avance	5 934	11 759
Autres comptes de régularisation	3 219	540
<b>Valeur au bilan</b>	<b>230 181</b>	<b>243 970</b>
<i>(1) Dont 4 185 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.15).</i>		

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>184 845</b>	<b>147 824</b>
Comptes de règlements		9
Créditeurs divers	140 687	112 157
Versements restant à effectuer sur titres	41 787	34 734
Dettes locatives	2 371	924
Autres		
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>188 890</b>	<b>177 420</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	37 469	39 469
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	3	1
Produits constatés d'avance	80 027	75 195
Charges à payer	68 893	60 969
Autres comptes de régularisation	2 498	1 786
<b>Valeur au bilan</b>	<b>373 735</b>	<b>325 244</b>
(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.		
(2) Les montants sont indiqués en net.		

**6.11. Immeubles de placement.** — Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Valeur brute	98 779		19 457	-586			117 650
Amortissements et dépréciations	-12 128		-2 755				-14 883
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>86 651</b>		<b>16 702</b>	<b>-586</b>			<b>102 767</b>
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.							

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	97 480		1 388	-89			98 779
Amortissements et dépréciations	-9 555		-2 663	90			-12 128
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>87 925</b>		<b>-1 275</b>	<b>1</b>			<b>86 651</b>
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple.							

**Juste valeur des immeubles de placement.** — La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, s'élève à 95 893 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 80 371 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	86 010	72 407
Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3	9 883	7 964
<b>Valeur de marché des immeubles de placement</b>	<b>95 893</b>	<b>80 371</b>

**6.12. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition).** — Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	308 838	7 953	50 943	-31 058			336 676
Amortissements et dépréciations	-196 882		-17 719	20 671			-193 930
<b>Valeur au bilan</b>	<b>111 956</b>	<b>7 953</b>	<b>33 224</b>	<b>-10 387</b>			<b>142 746</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	7 116						7 116
Amortissements et dépréciations	-7 116						-7 116
<b>Valeur au bilan</b>							

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	317 015		32 402	-40 579			308 838
Amortissements et dépréciations	-216 060		-18 625	37 803			-196 882
<b>Valeur au bilan</b>	<b>100 955</b>		<b>13 777</b>	<b>-2 776</b>			<b>111 956</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	8 634			-1 518			7 116
Amortissements et dépréciations	-8 634			1 518			-7 116
<b>Valeur au bilan</b>							

**6.13. Ecarts d'acquisition.** — La Caisse régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de participations pour lesquelles un écart d'acquisition est constaté dans son bilan, ni pour lesquels il existe des pertes de valeur

**6.14. Provisions :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Risques sur les produits épargne-logement	5 484		225		-909			4 800
Risques d'exécution des engagements par signature	23 829	-	38 659	-	-42 395	-	-	20 093
Risques opérationnels	33 218				-13 668			19 550
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 259	-	207	-	-236	-	-840	2 390
Litiges divers	4 753		739	-153	-124			5 215
Participations			961		-843			118
Restructurations								
Autres risques	3 527		7 553	-1 096	-157			9 827
<b>Total</b>	<b>74 070</b>		<b>48 344</b>	<b>-1 249</b>	<b>-58 332</b>		<b>-840</b>	<b>61 993</b>
(1) Dont 982 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 408 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.								



(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	7 293		202		-2 011			5 484
Risques d'exécution des engagements par signature	28 203		47 271		-51 645			23 829
Risques opérationnels	33 364		253	-399				33 218
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 318		422		-73		-408	3 259
Litiges divers	4 427		1 495	-141	-1 028			4 753
Participations								
Restructurations								
Autres risques	3 154		1 695	-1 225	-97			3 527
<b>Total</b>	<b>79 759</b>		<b>51 338</b>	<b>-1 765</b>	<b>-54 854</b>		<b>-408</b>	<b>74 070</b>

(1) Dont 1 616 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 1 642 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

### Provision épargne-logement :

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	317 898	316 265
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	145 200	241 648
Ancienneté de plus de 10 ans	2 086 447	2 094 286
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 549 545</b>	<b>2 652 200</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>517 932</b>	<b>528 234</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>3 067 477</b>	<b>3 180 434</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

— Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	23 827	18 799
Comptes épargne-logement	16 797	15 856
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>40 624</b>	<b>34 655</b>

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	481	696
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	400	333
Ancienneté de plus de 10 ans	3 526	1 928
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>4 407</b>	<b>2 959</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>360</b>	<b>131</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>4 767</b>	<b>3 090</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant compte d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes au Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

#### **Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique.**

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement d'un mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 4 185 milliers d'euros au 31 décembre 2025 tout comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

**6.15. Dettes subordonnées.** — Il n'y a pas de dettes subordonnées au 31 décembre 2025.

#### **6.16. Capitaux propres :**

— Composition du capital au 31 décembre 2025 : La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 31/12/2024	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2025
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>2 080 716</b>			<b>2 080 716</b>
Dont part du Public				
Dont part Crédit Agricole S.A.				
Dont part SACAM Mutualisation	2 080 716			2 080 716
<b>Parts sociales</b>	<b>6 242 112</b>			<b>6 242 112</b>
Dont 66 Caisses Locales	6 242 091			6 242 091
Dont 20 administrateurs de la Caisse régionale	20			20
Dont Crédit Agricole S.A.				
Dont SACAM Mutualisation	1			1
Dont Autres				
<b>Total</b>	<b>8 322 828</b>			<b>8 322 828</b>

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant total du capital est de 124 842 milliers d'euros.

— **Rémunération par titre de capital** : Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 24 mars 2026 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,80 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2022	3,92	0,39
2023	3,66	0,57
2024	3,80	0,72
<b>Prévu 2025</b>	<b>4,25</b>	<b>0,80</b>

— Dividendes payés au cours de l'exercice : Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 15 412 milliers d'euros en 2025 contre 16 118 milliers d'euros en 2024.

#### Affectation du résultat et fixation du dividende 2025.

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2025 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées du 24 mars 2026.

Le texte de la résolution est le suivant :

« L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes, décide sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31/12/2025, se soldant par un bénéfice de 117 783 363,84 euros soit un montant à affecter de 117 783 363,84 euros :

- 5 018 658,05 euros pour l'intérêt aux porteurs de parts sociales, ce qui correspond à un taux de 5,36%, éligibles à l'abattement fiscal tel que défini par la Loi de Finance en vigueur. Cet intérêt sera payable à partir du 01/04/2026.
- 8 843 043,00 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés pour l'exercice 2025, soit un dividende de 4,25 euros net par titre. Ce dividende sera payable à partir du 01/04/2026.

Reste à affecter : 103 921 662,79 euros

- affectation des trois quarts à la réserve légale soit 77 941 247,09 euros
- affectation du solde à la réserve facultative soit 25 980 415,70 euros.

L'assemblée générale prend acte des dividendes distribués au titre des cinq derniers exercices."

— Intérêt aux parts sociales :

Exercice	Nombre de parts sociales	Taux d'intérêt servi aux parts sociales	Intérêt net
2022	6 242 112	2,60%	2 434 423,68 €
2023	6 242 112	3,80%	3 558 003,84 €
2024	6 242 112	4,80%	4 494 320,64 €
2025	6 242 112	5,36%	5 018 658,05 €

— Dividendes sur certificats coopératifs d'associés (CCA) :

Exercice	Nombre de CCA	Distribution par CCA	Dividende net
2 022	2 080 716	3,92 €	8 156 406,72 €
2 023	2 080 716	3,66 €	7 615 420,56 €
2 024	2 080 716	3,80 €	7 906 720,80 €
2 025	2 080 716	4,25 €	8 843 043,00 €

**6.17. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle.** — La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle. L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	93 015					93 015
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 344	568	6 793	21 484	443 011	623 742
Instruments dérivés de couverture	1 427	6	8 636	44 749		54 818
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6 608	1 131	122 781	87 652	2 499 049	2 717 221
Actifs financiers au coût amorti	1 401 849	1 588 696	8 460 527	8 874 249	14 601	20 339 922
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-11 405					-11 405
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 492 838</b>	<b>1 590 401</b>	<b>8 598 737</b>	<b>9 028 134</b>	<b>2 956 661</b>	<b>23 817 313</b>
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	407	424	1 411	19 635		21 877
Instruments dérivés de couverture	73	3 134	8 238	48 862		60 307
Passifs financiers au coût amorti	7 306 475	2 158 444	6 373 998	3 471 233		19 310 150
Dettes subordonnées						
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-41 636					-41 636
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>7 265 319</b>	<b>2 162 002</b>	<b>6 383 647</b>	<b>3 539 730</b>		<b>19 350 698</b>
<b>(1)</b>						

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	80 663					80 663
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 811	1 711	5 833	17 981	444 806	473 142
Instruments dérivés de couverture		3 853	6 202	35 427		45 482
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	21 605	14 114	97 736	54 555	2 147 919	2 335 929
Actifs financiers au coût amorti	1 290 855	1 557 440	7 826 162	8 905 768	12 525	19 592 750
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9 525					9 525
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 405 459</b>	<b>1 577 118</b>	<b>7 935 933</b>	<b>9 013 731</b>	<b>2 605 250</b>	<b>22 537 491</b>
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	794	1 577	1 727	15 961		20 059
Instruments dérivés de couverture	6	516	15 707	57 509		73 738
Passifs financiers au coût amorti	7 012 966	2 339 449	6 048 544	3 081 180		18 482 139
Dettes subordonnées						
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-34 938					-34 938
<b>Total Passifs financiers par échéance (1)</b>	<b>6 978 828</b>	<b>2 341 542</b>	<b>6 065 978</b>	<b>3 154 650</b>		<b>18 540 998</b>
(1) Dont 40 652 milliers d'euros de dettes rattachées en 2025 contre 39 476 milliers d'euros en 2024.						

### 7. – Avantages au personnel et autres rémunérations.

#### 7.1. Détail des charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements (1)	-82 403	-87 993
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-10 411	-10 340
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-3 475	-2 529
Autres charges sociales	-31 995	-33 585
Intéressement et participation	-18 157	-15 656
Impôts et taxes sur rémunération	-13 662	-13 302
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>-160 103</b>	<b>-163 405</b>
(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 46 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 447 milliers d'euros au 31 décembre 2024. La Caisse Régionale a réexaminé au cours de l'année 2025 la Convention d'assurance collective d'indemnités de fin de carrière conclue avec PREDICA en 2004. A ce titre, au regard de sa position excédentaire (le montant du fond excédait la dette actuarielle), la Caisse régionale a décidé de demander auprès de PREDICA un remboursement d'indemnités de Fin de Carrière représentant un montant de 7.1M€ pour revenir à une situation équilibrée.		
Dont médailles du travail pour 108 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 91 milliers d'euros au 31 décembre 2024.		

— Effectif moyen de la période :

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
France	2 044	2 127
Étranger		
<b>Total</b>	<b>2 044</b>	<b>2 127</b>

**7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies.** — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi -Pyrénées n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

**7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies**

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>39 851</b>		<b>39 851</b>	<b>39 319</b>
Ecart de change				
Coût des services rendus sur l'exercice	2 895		2 895	2 717
Coût financier	1 325		1 325	1 253
Cotisations employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime	-226		-226	
Variations de périmètre	-145		-145	55
Prestations versées (obligatoire)	-2 440		-2 440	-2 400
Taxes, charges administratives et primes				
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-913		-913	-460
(Gains)/pertes actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-918		-918	-633
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>39 429</b>		<b>39 429</b>	<b>39 851</b>
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.</i>				

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 669		2 669	2 717
Charge/produit d'intérêt net	-317		-317	-605
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>2 352</b>		<b>2 352</b>	<b>2 112</b>

— Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>7 079</b>	<b>-</b>	<b>7 079</b>	<b>5 940</b>
Ecart de change				
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-254		-254	46
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	913		913	460
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	918		918	633
Ajustement de la limitation d'actifs	-6 270		-6 270	
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>2 386</b>	<b>-</b>	<b>2 386</b>	<b>7 079</b>
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience</i>				

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>49 812</b>		<b>49 812</b>	<b>48 959</b>
Ecart de change				
Intérêt sur l'actif (produit)	1 642		1 642	1 498
Gains/(pertes) actuariels	-254		-254	46
Cotisations payées par l'employeur	2 189		2 189	1 654
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)				
Variations de périmètre	-145		-145	55
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds	-9 497		-9 497	-2 400
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>43 747</b>		<b>43 747</b>	<b>49 812</b>

— Variation de juste valeur des droits à remboursement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des droits à remboursement à l'ouverture</b>				
Ecart de change				
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)				
Gains/(pertes) actuariels				
Cotisations payées par l'employeur				
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)				
Variations de périmètre				
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds				
<b>Juste valeur des droits à remboursement à la clôture</b>				

— Position nette :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone Euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>39 429</b>		<b>39 429</b>	<b>39 851</b>
Impact de la limitation d'actifs				
Juste valeur des actifs fin de période	-43 747		-43 747	-49 812
<b>Position nette (passif) / actif à la clôture</b>	<b>4 318</b>	<b>-</b>	<b>4 318</b>	<b>9 961</b>

— Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Zone Euro	Hors zone Euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	3,79%	0,00%	3,38%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,40%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	3,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

— Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1) :

(En milliers d'Euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions	20,82%	9 109		0,00%			20,82%	9 109	
Obligations	70,45%	30 818		0,00%			70,45%	30 818	
Immobilier	8,73%	3 820		0,00%			8,73%	3 820	
Autres actifs	0,00%			0,00%			0,00%		
(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.									

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6,11% ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,71%.

**7.5. Autres avantages sociaux.** — Les provisions constituées par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 2 390 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2025.

**7.6. Paiements à base d'actions.** — La Caisse régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de paiements à base d'actions.

**7.7. Rémunérations de dirigeants.** — La rémunération des organes de Direction et d'administration est conforme à la convention collective des Cadres de Direction et aux textes en vigueur dans l'institution.

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice 2025 aux organes de direction de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées s'élève à 3 194 milliers d'euros.

## 8. – Contrats de location

**8.1. Contrats de location dont le Groupe est preneur.** — Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	140 419	111 053
Droits d'utilisation des contrats de location	2 327	903
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>142 746</b>	<b>111 956</b>

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est preneur de nombreux actifs dont des bureaux et des agences.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est preneur sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
<b>Immobilier :</b>							
Valeur brute	2 470		2 023	-35			4 458
Amortissements et dépréciations	-1 567		-597	33			-2 131
<b>Total Immobilier</b>	<b>903</b>		<b>1 426</b>	<b>-2</b>			<b>2 327</b>
<b>Mobilier :</b>							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
<b>Total Mobilier</b>							
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>903</b>		<b>1 426</b>	<b>-2</b>			<b>2 327</b>



(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilier :</b>							
Valeur brute	4 611		27	-2 168			2 470
Amortissements et dépréciations	-3 211		-524	2 168			-1 567
<b>Total Immobilier</b>	<b>1 400</b>		<b>-497</b>				<b>903</b>
<b>Mobilier :</b>							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
<b>Total Mobilier</b>							
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>1 400</b>		<b>-497</b>				<b>903</b>

— Echancier des dettes locatives :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	472	1 251	648	2 371

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	331	376	217	924

— Détail des charges et produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-59	-9
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-59</b>	<b>-9</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	-958	-958
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-456	-31
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette		
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation		
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail		
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location		
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-1 414</b>	<b>-989</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-598	-524
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-598</b>	<b>-524</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-2 071</b>	<b>-1 522</b>

— Montants des flux de trésorerie de la période

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>-2 049</b>	<b>-1 524</b>

**8.2. Contrats de location dont le Groupe est bailleur.** — La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

— Produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Location-financement</b>		
Profits ou pertes réalisés sur la vente		
Produits financiers tirés des créances locatives		
Produits des paiements de loyers variables		
<b>Location simple</b>	<b>2 960</b>	<b>2 779</b>
Produits locatifs	2 960	2 779

— Echancier des paiements de loyers à recevoir: La Caisse régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de paiements de loyers à recevoir.

### 9. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 478 758</b>	<b>1 315 944</b>
Engagements de financement	1 167 942	1 031 223
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 167 942	1 031 223
Engagements de garantie	310 816	284 721
Engagements d'ordre des établissements de crédit	20 699	10 074
Engagements d'ordre de la clientèle	290 117	274 647
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
<b>Engagements reçus</b>	<b>8 522 476</b>	<b>8 563 808</b>
Engagements de financement	30 000	15 817
Engagements reçus des établissements de crédit	30 000	15 817
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	8 492 476	8 547 991
Engagements reçus des établissements de crédit	261 359	213 108
Engagements reçus de la clientèle	8 231 117	8 334 883
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	5 189 081	5 274 376
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension		
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>5 189 081</b>	<b>5 274 376</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

**Créances apportées en garantie.** — Au cours de l'année 2025, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a apporté 5 189 081 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 274 372 milliers d'euros en 2024. La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a apporté notamment :

- 2 035 637 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 093 641 milliers d'euros en 2024;
- 114 358 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 101 613 milliers d'euros en 2024;
- 3 039 086 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 079 117 milliers d'euros en 2024.

**Garanties détenues et actifs reçus en garantie.** — La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 193 273 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 165 551 milliers d'euros au 31 décembre 2024, les garanties détenues par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité de La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

#### 10. – Reclassements d'instruments financiers

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS.

#### 11. – Juste valeur des instruments financiers

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

**11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti.** — La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la valeur de marché de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

— Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>19 628 019</b>	<b>19 178 667</b>		<b>3 982 556</b>	<b>15 196 111</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 931 626	3 934 008		3 934 008	
Prêts et créances sur la clientèle	15 696 393	15 244 659		48 548	15 196 111
<b>Titres de dettes</b>	<b>711 904</b>	<b>673 043</b>	<b>665 127</b>	<b>7 903</b>	<b>13</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>20 339 923</b>	<b>19 851 710</b>	<b>665 127</b>	<b>3 990 459</b>	<b>15 196 124</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>18 796 271</b>	<b>18 335 113</b>		<b>3 312 226</b>	<b>15 022 887</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 204 967	3 243 846		3 243 846	
Prêts et créances sur la clientèle	15 591 304	15 091 267		68 380	15 022 887
<b>Titres de dettes</b>	<b>796 479</b>	<b>745 300</b>	<b>742 308</b>	<b>2 980</b>	<b>12</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>19 592 750</b>	<b>19 080 413</b>	<b>742 308</b>	<b>3 315 206</b>	<b>15 022 899</b>

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à - 11 405 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 9 525 milliers d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 476 808 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

— Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	11 783 839	11 622 003		11 622 003	
Dettes envers la clientèle	7 494 180	7 518 651		7 449 048	69 603
Dettes représentées par un titre	32 131	31 947	31 947		
Dettes subordonnées					
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>19 310 150</b>	<b>19 172 601</b>	<b>31 947</b>	<b>19 071 051</b>	<b>69 603</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>11 117 827</b>	<b>11 031 409</b>		<b>11 031 409</b>	
Dettes envers la clientèle	7 317 459	7 345 923		7 275 284	70 639
Dettes représentées par un titre	46 853	46 466	46 466		
Dettes subordonnées					
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>18 482 139</b>	<b>18 423 798</b>	<b>46 466</b>	<b>18 306 693</b>	<b>70 639</b>

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 41 636 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 34 938 milliers d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 179 185 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>23 814</b>		<b>23 814</b>	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Instruments dérivés	23 814		23 814	
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>599 928</b>	<b>459 996</b>	<b>83 148</b>	<b>56 784</b>
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<i>35 013</i>	<i>9 077</i>	<i>25 936</i>	
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<i>564 915</i>	<i>450 919</i>	<i>57 212</i>	<i>56 784</i>
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle	362		362	
Titres de dettes	564 553	450 919	56 850	56 784
<b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b>				
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>2 717 221</b>	<b>212 582</b>	<b>2 493 357</b>	<b>11 282</b>
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</i>	<i>2 499 049</i>		<i>2 487 767</i>	<i>11 282</i>
<i>Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>	<i>218 172</i>	<i>212 582</i>	<i>5 590</i>	
Instruments dérivés de couverture	54 818		54 818	
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>3 395 781</b>	<b>672 578</b>	<b>2 655 137</b>	<b>68 066</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				

(1) Le montant des OPC s'élève à 558 540 milliers d'euros au 31/12/2025 et classé en niveau 1.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>21 973</b>		<b>21 973</b>	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Instruments dérivés	21 973		21 973	
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>451 169</b>	<b>223 463</b>	<b>177 188</b>	<b>50 518</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>33 299</b>	<b>9 858</b>	<b>23 441</b>	
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>417 870</b>	<b>213 605</b>	<b>153 747</b>	<b>50 518</b>
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle	1 062		1 062	
Titres de dettes	416 808	213 605	152 685	50 518
<b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b>				
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>2 335 929</b>	<b>175 731</b>	<b>2 149 987</b>	<b>10 211</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 147 919		2 137 708	10 211
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	188 010	175 731	12 279	
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>45 482</b>		<b>45 482</b>	
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>2 854 553</b>	<b>399 194</b>	<b>2 394 630</b>	<b>60 729</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				
(1) Le montant des OPC s'élève à 411 507 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 1.				

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>21 877</b>		<b>21 877</b>	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	21 877		21 877	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>60 307</b>		<b>60 307</b>	
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>82 184</b>		<b>82 184</b>	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>20 059</b>		<b>20 059</b>	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	20 059		20 059	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>				
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>73 738</b>		<b>73 738</b>	
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>93 797</b>		<b>93 797</b>	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>				

**Changements de modèles de valorisation.** — Il n'y a pas eu de changements de modèles de valorisation au cours de l'exercice.

**Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3.**

Ces instruments financiers concernent les Fonds de Garantie des Dépôts qui sont des titres non cotés sur un marché actif et donc classés en niveau 3.



Par ailleurs, selon les dispositions de la norme IFRS13, les types de titres suivants sont classés en niveau 3 :

Nature de titres
<b>FONDS DE CAPITAL INVESTISSEMENT</b>
- Destinés à des investisseurs non professionnels : <b>FCPR, FCPI, FIP...</b>
- Destinés à des investisseurs professionnels : <b>FCPI, « autres FIA » de capital investissement</b>
<b>FONDS IMMOBILIERS dont les parts sont évaluées</b> par un expert indépendant au moins une fois par an :
- Destinés à des investisseurs non professionnels : OPCI, SCPI,
- Destinés à des investisseurs professionnels : OPPCI
<b>FONDS IMMOBILIERS dont les parts ne sont pas évaluées</b> par un expert indépendant ou si la valeur d'expertise n'a pas été mise à jour depuis plus d'un an :
- Destinés à des investisseurs non professionnels : OPCI, SCPI,
- Destinés à des investisseurs professionnels : OPPCI

Au titre de l'exercice 2025, il a été comptabilisé :  
— 10 071 milliers d'euros d'achat de titres FCPI classés en niveau 3  
— 2 374 milliers d'euros de vente de titres FCPI classés en niveau3

Il n'y a pas eu de perte comptabilisée en résultat pour les instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3.

**Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3**

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3:

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>60 729</b>						
Gains /pertes de la période (1)							
Comptabilisés en résultat							
Comptabilisés en capitaux propres							
Achats de la période	10 071						
Ventes de la période	-2 734						
Emissions de la période							
Dénouements de la période							
Reclassements de la période							
Variations liées au périmètre de la période							
Transferts							
Transferts vers niveau 3							
Transferts hors niveau 3							
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	<b>68 066</b>						

Tableau 2 sur 3 (En milliers d'Euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instrume nts de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représe ntatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Actions et autres titres à revenu varaiable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établisseme nts de crédit	Créance s sur la clientèl e			Titres de dettes	Créance s sur les établiss ements de crédit	Créance s sur la clientèle
Solde de clôture 31/12/2024				50 518					
Gains /pertes de la période (1)									
Comptabilisés en résultat									
Comptabilisés en capitaux propres									
Achats de la période				9 000					
Ventes de la période				-2 734					
Emissions de la période									
Dénouements de la période									
Reclassements de la période									
Variations liées au périmètre de la période									
Transferts									
Transferts vers niveau 3									
Transferts hors niveau 3									
Solde de clôture 31/12/2025				56 784					

Tableau 3 sur 3 (En milliers d'Euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	10 211		
Gains /pertes de la période (1)			
Comptabilisés en résultat			
Comptabilisés en capitaux propres			
Achats de la période	1 071		
Ventes de la période			
Emissions de la période			
Dénouements de la période			
Reclassements de la période			
Variations liées au périmètre de la période			
Transferts			
Transferts vers niveau 3			
Transferts hors niveau 3			
<b>Solde de clôture 31/12/2025</b>	11 282		

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	-
Comptabilisés en résultat	
Comptabilisés en capitaux propres	

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Il n'y a pas de passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 au 31 décembre 2025.

12. – Impacts des évolutions comptables ou autres événements.

Il n'y a pas eu d'impact sur l'exercice résultant d'évolution comptable ou autre évènement.

13.– Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025.

**Date de clôture.** — Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

13.1. Information sur les filiales

**13.1.1. Restrictions sur les entités contrôlées.** — Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi- Pyrénées.

**13.1.2. Soutiens aux entités structurées contrôlées.** — La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

**13.1.3. Opérations de titrisation et fonds dédiés.** — Les fonds dédiés FORCE 4 et NMP GESTION détenus par le groupe Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sont consolidés par intégration globale.

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible d' se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole. Au 31 décembre 2024, l'encours cédé aux FCT pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi -Pyrénées est de 50,1 millions d'euros.

**13.2. Participations ne donnant pas le contrôle.** — La Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ne détient pas de participation dans des filiales ou entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif, au regard des capitaux propres totaux du groupe ou du palier, ou dont le total bilan des entités détenus par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

**13.3. Composition du périmètre :**

Périmètre de consolidation de [L'entité]	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
<b>Établissement bancaire et financier</b>									
Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées	Intégration Globale		France		F	100%	100%	100%	100%
Caisses locales Nord Midi- Pyrénées	Intégration Globale		France		F	100%	100%	100%	100%
<b>Sociétés d'investissement</b>									
NMP DEVELOPPEMENT	Intégration Globale		France		F	100%	100%	100%	100%
NMP IMMO	Intégration Globale		France		F	100%	100%	100%	100%
<b>Divers</b>									
FCT Crédit Agricole Habitat 2020	Intégration Globale	S1	France		ESC	0%	100%	0%	100%
CFCT Crédit Agricole Habitat 2022	Intégration Globale		France		ESC	100%	100%	100%	100%
CFCT Crédit Agricole Habitat 2024	Intégration Globale		France		ESC	100%	100%	100%	100%
CFCT Crédit Agricole Habitat 2025	Intégration Globale	E2	France		ESC	100%	0%	100%	0%
Fond dédié FORCE 4	Intégration Globale		France		ESC	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%
Fond dédié NMP GESTION	Intégration Globale		France		ESC	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
NMP FORET	Intégration Globale	E1	France		F	100%	0%	100%	0%
INFORSUD GESTION	Intégration Globale		France		F	100%	100%	100%	100%

(1) Intégration globale  
Mise en équivalence  
Juste valeur

(2) Entrée (E) dans le périmètre  
E1 : Franchissement de seuil  
E2 : Création  
E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)  
S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle  
S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif  
S4 : Fusion absorption  
S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D)

D1 : Changement de dénomination sociale  
D2 : Modification de mode de consolidation  
D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre  
D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

(3) F : Filiale  
S : Succursale  
ESC : Entité structurée contrôlée  
Co-E : Co-entreprise  
OC : Opération en commun  
EA : Entreprise associée

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

NMP IMMO est une holding détenant 7 sociétés civiles immobilières composée de :

- La SCI NMP Chasseloup
- La SCI NMP Vaneau
- La SCI NMP Mercier
- La SCI NMP Heinrich
- La SCI NMP Montcalm
- La SCI NMP Perileval
- La SCI NMP RLP nouvellement créée en décembre 2025

Inforsud Gestion est une société détenant de l'immobilier locatif professionnel et des titres de participations de sociétés à activité commerciale et prestations de services.

NMP FORET est une société détenant des forêts : son activité consiste à acquérir des massifs forestiers afin d'en effectuer l'entretien (coupe et reboisement) dans un cadre RSE. Suite au dépassement des seuils de consolidation, elle est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe en 2025.

#### Liste des 66 Caisses Locales :

liste des 66 Caisses Locales	ADRESSE SIEGE CL	Président
ALBAN	Agence du Crédit Agricole d'ALBAN - 9 place du chan Henri Roussel - 81250 ALBAN	BOYER Marie
ALBI	Agence du Crédit Agricole d'ALBI VIGAN - 14 place du Vigan - 81000 ALBI	FAGES Jean-Marc
BARAQUEVILLE	Agence du Crédit Agricole de BARAQUEVILLE - Place F. Mitterrand 12160 BARAQUEVILLE	DURANTON Gilles
BEAUMONT DE LOMAGNE	Agence du Crédit Agricole de BEAUMONT DE LOMAGNE - 13, rue Pierre Fermat - 82500 BEAUMONT DE LOMAGNE	CHAUBET Daniel
CAHORS LARROUMET	Agence du Crédit Agricole de CAHORS DE GAULLE - Place du Général De Gaulle - 46000 CAHORS	LABRUYERE Vincent
CAHORS UNIVERSITE	Agence du Crédit Agricole de CAHORS Université - 111 bd Gambetta 46002 CAHORS	BALDY Didier
CARMAUX	Agence du Crédit Agricole de CARMAUX - 14 place Gambetta - 81400 CARMAUX	LAVAL Lionel
CASSAGNES - BEGONHES	Agence du Crédit Agricole de CASSAGNES - BEGONHES - 4 Place Charles de Gaulle 12120 CASSAGNES - BEGONHES	FERRIEU Marc
CASTELSARRASIN-PAYS DE CADILLAC	Agence du Crédit Agricole de CASTELSARRASIN - 56 rue de l'Egalité - 82100 CASTELSARRASIN	BOLZONI Delphine
CASTRES - VAL D'AGOUT	Agence du Crédit Agricole de CASTRES MALROUX - 8 avenue A. Malroux - 81100 CASTRES	DESPLATS Vincent
CAUSSADE	Agence du Crédit Agricole de CAUSSADE - 3 place Léon de Maleville - 82300 CAUSSADE	DURADE Alain
CAYLUS	Agence du Crédit Agricole de CAYLUS - 5 Avenue du Père Huc - 82160 CAYLUS	BORIES Dominique
CAZES MONDENARD	Agence du Crédit Agricole de CAZES MONDENARD - 5 Grand Rue - 82110 CAZES MONDENARD	ARNAL Eric
COCAGNE	Agence du Crédit Agricole de LAVAU - 1 place du Foirail - 81500 LAVAU	ROSSONI Patricia
CORDES - VAOUR	Agence du Crédit Agricole de CORDES - 14 place de la Bouteillerie - 81170 CORDES	LONQUEU Christian
DADOU - GIJOU	Agence du Crédit Agricole de MONTREDON - LABESSONNIE - 2 place Saint Jean 81360 MONTREDON - LABESSONNIE	SOULET Gérard
LA VALLEE DU SOR - Ex DOURGNE	Agence du Crédit Agricole de DOURGNE - Les promenades - 81110 DOURGNE	LECLERC Françoise
ESPALION	Agence du Crédit Agricole de ESPALION - 9 bd Joseph Poulenc 12500 ESPALION	NOEL Patricia
FIGEAC	Agence du Crédit Agricole de FIGEAC - 9 avenue Fernand Pezet 46101 FIGEAC	AUBERTIN Agnès
GAILLAC - CADALEN	Agence du Crédit Agricole de GAILLAC - 42 place le Libération - 81600 GAILLAC	CAUSSE Christophe
GRAMAT	Agence du Crédit Agricole de GRAMAT - Place de la République 46500 GRAMAT	ALIBERT Michel
GRAULHET	Agence du Crédit Agricole de GRAULHET - 3 avenue de la Résistance - 81300 GRAULHET	VAISSIERE Marie-Ange
LA BOURIANE	Agence du Crédit Agricole de GOURDON - 40 bd Mainiol 46300 GOURDON	VERGNES Emmanuel
LA VALLEE DU GIROU	Agence du Crédit Agricole de PUYLAURENS - Avenue de Castres - 81700 PUYLAURENS	PINEL Bernard
LABASTIDE ST PIERRE-GRISOLLES	Agence du Crédit Agricole de GRISOLLES - Place du Parvis - 82170 GRISOLLES	FINANCE Patricia
LABRUGUIERE	Agence du Crédit Agricole de LABRUGUIERE - 12 bd Gambetta - 81290 LABRUGUIERE	CARRIERE Laurent
LAFRANCAISE - MOLIERES	Agence du Crédit Agricole de LAFRANCAISE - 21 rue Louis Pernon - 82130 LAFRANCAISE	PARRIEL Michel
LAGUIOLE	Agence du Crédit Agricole de LAGUIOLE - 36 place du Foirail 12210 LAGUIOLE	VALADIER Géraud
LAISSAC-SEVERAC	Agence du Crédit Agricole de LAISSAC - Avenue de Rodez 12310 LAISSAC SEVERAC L'EGLISE	LACAZE Corinne
LAUTREC	Agence du Crédit Agricole de LAUTREC - rue de Lengouzy - 81440 LAUTREC	BARDOU Thierry
LAVIT DE LOMAGNE	Agence du Crédit Agricole de LAVIT DE LOMAGNE - boulevard des Amoureux - 82120 LAVIT DE LOMAGNE	AMBROGIO Francis
LISLE-SUR-TARN	Agence du Crédit Agricole de LISLE SUR TARN - 20 place Paul Saissac - 81310 LISLE SUR TARN	BOSCARIOL Corinne
MILLAU	Agence du Crédit Agricole de MILLAU - 35 avenue de la République 12100 MILLAU	SCHACKIS Charles
MOISSAC	Agence du Crédit Agricole de MOISSAC - 2 place des Récollets - 82200 MOISSAC	BENECH Martine
MONTAGNE NOIRE	Agence du Crédit Agricole de MAZAMET -1205 Square Gaston Tournier - 81200 MAZAMET	BOURDEL Michel
MONTAUBAN	Agence du Crédit Agricole de MONTAUBAN - 74 bd Gambetta - 82000 MONTAUBAN	CADENE Annick
MONTBAZENS	Agence du Crédit Agricole de RIGNAC - Avenue de Rodez 12390 RIGNAC	COUDERC Jacques

MONTCUQ	Agence du Crédit Agricole de MONTCUQ - Faubourg Saint Privat 46800 MONTCUQ	MOURGUES Pierre-Marie
MONTECH	Agence du Crédit Agricole de MONTECH - 24 Avenue de la Mouscane - 82700 MONTECH	BALOCCO Antoinette
MONTPEZAT DE QUERCY	Agence du Crédit Agricole de MONTPEZAT DE QUERCY - Place de la Résistance- 82270 MONTPEZAT DE QUERCY	NADALIN Karine
MONTS DE LACAUNE - BRASSAC	Agence du Crédit Agricole de BRASSAC - 17 Allées du château - 81260 BRASSAC	CABROL Monique
MUR DE BARREZ	Agence du Crédit Agricole de MUR DE BARREZ - 1 avenue du Cardinal Verdier 12600 MUR de BARREZ	GUIMONTEIL Lucien
NAUCELLE	Agence du Crédit Agricole de NAUCELLE - Avenue de la Gare 12800 NAUCELLE	MOURET Nathalie
NEGREPESSE	Agence du Crédit Agricole de NEGREPESSE - 45 rue Marcelin Viguié - 82800 NEGREPESSE	MAGNANI Véronique
PONT DE SALARS	Agence du Crédit Agricole de PONT DE SALARS - 68 avenue de Rodez 12290 PONT de SALARS	GERAUD Patrick
QUERCY - BRULHOIS	Agence du Crédit Agricole de VALENCE D'AGEN - 5 bd V. Guilhem - 82400 VALENCE D'AGEN	CALCAT Jean-Jacques
QUERCY - PAYS DE SERRES	Agence du Crédit Agricole de MONTAIGU - Place Mercadial - 82150 MONTAIGU DE QUERCY	LARROQUE Philippe
QUERCY BLANC	Agence du Crédit Agricole de CASTELNAU MONTRATIER - Place Gambetta 46170 CASTELNAU MONTRATIER-STE ALAUZIE	ALBOUYS Jean-Marc
RABASTENS - SALVAGNAC	Agence du Crédit Agricole de RABASTENS - 23 place St Michel - 81800 RABASTENS	ASSEMAT Pascal
REALMONT	Agence du Crédit Agricole de REALMONT - Place du 8 mai 1945 - 81120 REALMONT	DURAND Patrick
REQUISTA	Agence du Crédit Agricole de REQUISTA - 1 Place des Anciens Combattants 12170 REQUISTA	BOUTEILLE Joël
RIEUPEYROUX	Agence du Crédit Agricole de RIEUPEYROUX - 40 rue du Tour de Ville 12240 RIEUPEYROUX	VALAYE Benoît
RODEZ	Agence du Crédit Agricole de RODEZ FAUBOURG - 11 avenue Tarayre 12000 RODEZ	QUINTARD Benoît
SAINT AFFRIQUE	Agence du Crédit Agricole de SAINT AFFRIQUE - 28 bd de la République 12400 ST AFFRIQUE	SOLIER William
SAINT ANTONIN NOBLE VAL	Agence du crédit Agricole de SAINT ANTONIN NOBLE VAL - 38 avenue du Dr Benet - 82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL	ANDRIEU Rémi
SAINT CERE	Agence du Crédit Agricole de SAINT CERE - 1 bd Jean Lurçat 46400 SAINT CERE	LACAZE Véronique
SAINT GENIEZ	Agence du Crédit Agricole de SAINT GENIEZ - Rue Nationale 12130 ST GENIEZ D'OLT ET D'AUBRAC	BERNAD LADET Sandrine
SAINT SULPICE	Agence du Crédit Agricole de SAINT SULPICE - 14 place Jean Jaurès- 81370 SAINT SULPICE	RIGAL Jean-Robert
SEGALA	Agence du Crédit Agricole de LACAPELLE - MARIVAL - Route Départementale 940 46120 LACAPELLE - MARIVAL	DEVEZ Sébastien
SEGALA TARNAIS	Agence du Crédit Agricole de TANUS -10 avenue Paul BODIN - 81190 TANUS	LACROIX Rémy
SOUILLAC	Agence du Crédit Agricole de SOUILLAC - 9 Bd Louis Jean Malvy 46200 SOUILLAC	FOURNIER BOURGEADE Maryse
TARN TESCOU QUERCY VERT	Agence du Crédit Agricole de MONCLAR DE QUERCY - 32 Avenue du Colonel Raynal, 82230 Monclar-de-Quercy	FAURE Patricia
VALLEE DU LOT	Agence du Crédit Agricole de PRAYSSAC - Place Dutour 46220 PRAYSSAC	BONACHERA Georges
VAYRAC	Agence du Crédit Agricole de VAYRAC - Place des Cadurques 46110 VAYRAC	BOUAT Stéphanie
VERDUN SUR GARONNE	Agence du Crédit Agricole de VERDUN SUR GARONNE - 36 rue Joliot-Curie - 82600 VERDUN SUR GARONNE	GOMBAO Corinne
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE	Agence du Crédit Agricole de VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - 22 bd Charles de Gaulle 12200 VILLEFRANCHE de ROUERGUE	FOISSAC Jacky

#### 14. – Participations et entités structurées non consolidées

**14.1. Participations non consolidées.** — Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qu'ils ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 2 522 780 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 171 007 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

	31.12.2025		31.12.2024	
	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Titres de participation non consolidés (détail)				
SAS Rue La Boétie	1 493 161	3,35	1 255 596	3,35
Sacam Mutualisation	804 187	2,97	702 544	2,97
SAS Sacam développement	40 645	3,37	37 062	3,37
SAS Sacam International	29 851	3,35	26 812	3,35
SA Grand Sud Ouest Capital	30 311	11,81	27 292	11,81
Sacam Transition energie	10 359	2,59	10 359	2,59
SA Sopra Steria	9 077	0,29	9 858	0,29
Sacam Immobilier	6 633	2,69	6 819	2,69
SAS Sacam Avenir	12 884	2,46	6 499	2,34
SAS Sacam participations	3 468	2,71	3 297	2,71
SAS Delta	2 421	3,04	2 421	3,04
L'Oustal des Aveyronnais	2 600	6,56	2 513	6,56
Sacam Assurance caution	3 381	2,87	3 285	2,87
SAS C2MS	2 113	1,57	2 006	1,57
SAS Sacam Fireca	1 470	2,71	1 436	2,71
SAS CA Payments Services	3 398	1,64	2 484	1,64
SCI CAM	4 968	3,69	5 008	3,69
GSO Innovation	1 699	11,81	1 873	11,81
SNC Crédit Agricole Titres	1 583	1,76	1 159	1,76
SAS Sacam Neopro	1 167	2,59	1 166	2,59
Sacam Sante et Territoire	2 630	2,59		
ca protection et sécurité caps	1 004	1,66		
Autres titres de participation	53 770		61 518	
<b>Valeur au bilan des titres de participation non consolidés</b>	<b>2 522 780</b>		<b>2 171 007</b>	

**14.1.1. Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation.** — Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2025	31/12/2024	
Inforsud Technologies	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NMP Patrimonial	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NMP Energies	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NMP Développement Ingénierie	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NMP PV Aerordz	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NOTRE MIDI PATRIMOINE	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NMP Energies Renouvelables	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
Doxallia	France	26.63%	26.63%	Entité non significative
Finca	France	27%	27%	Entité non significative

**14.1.2. Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif.** — Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2025	31/12/2024		
GRAND SUD OUEST CAPITAL	France	11,81%	11,81%	187 111	5 918
<i>(1) Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice ne sont pas mentionnés lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice aux entreprises auxquelles elles se rapportent. [si concerné].</i>					

**14.2. Informations sur les entités structurées non consolidées.** — Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

#### Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2025, la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

– Fonds de placement :

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas sponsorisé d'entités structurées non consolidées au 31 décembre 2025.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

La Caisse régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas apporté de soutien financier à une ou plusieurs entités structurées non consolidées au cours de l'exercice 2025.

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités :

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat									463 772	463 772						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Actifs financiers au coût amorti																
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	463 772	463 772	-	463 772	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres																
Passifs financiers à la juste valeur par résultat																
Dettes																
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés																
Engagements de financement																
Engagements de garantie																
Autres																
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature																
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées									20 297 720							
(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.																



(En milliers d'Euros)	31/12/2024														
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)		
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat									303 054	303 054		303 054			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres															
Actifs financiers au coût amorti															
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	303 054	303 054	-	303 054	-	-	-
Instruments de capitaux propres															
Passifs financiers à la juste valeur par résultat															
Dettes															
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés															
Engagements de financement															
Engagements de garantie															
Autres															
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature															
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>									22 864 922						

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

**Exposition maximale au risque de perte.** — L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (credit default swap) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

15. – Événements postérieurs au 31 décembre 2025

Il n'y a pas eu d'évènement postérieur au 31 décembre 2025.

D. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés  
(Exercice clos le 31 décembre 2025.)

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe des comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts). Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles, présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe des comptes consolidés, qui s'élève à M€ 145,3 au 31 décembre 2025.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe des comptes consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>– testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>– analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ; mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</li></ul>

— Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe des comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédits de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2025, un montant de M€ 161,2 comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe des comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agit d'un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe des comptes consolidés ;</li> <li>— la matérialité de ces corrections de valeur dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).</li> </ul>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li> <li>○ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ;</li> <li>○ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres, y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li> <li>○ la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ;</li> </ul> </li> <li>— examiner le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés jugés clés relatifs à l'appréciation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ;</li> <li>— tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>— contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>— apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li> <li>— analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes d'expositions de risques sur l'exercice 2025 ;</li> <li>— examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe des comptes consolidés.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées par votre assemblée générale du 29 mars 2007 pour le cabinet ALBOUY ASSOCIES AUDIT et du 6 décembre 2002 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet ALBOUY ASSOCIES AUDIT était dans la dix-neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la vingt-quatrième année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.**

— **Objectif et démarche d'audit :** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

**Rapport au comité d'audit.**— Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Rodez et Paris-La Défense, le 6 mars 2026.

***Les Commissaires aux Comptes :***

**ALBOUY ASSOCIES AUDIT :**

Pierre FABRE

**ERNST & YOUNG Audit :**

Hassan BAAJ